



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL SÉANCE DU JEUDI 18 DECEMBRE 2025

L'An Deux Mil Vingt Cinq, le jeudi 18 Décembre à dix neuf heures, le Conseil Municipal légalement convoqué par expédition du 12 décembre 2025 s'est réuni en séance ordinaire en mairie d'ERQUY sous la Présidence de Monsieur Henri LABBÉ, Maire d'Erquy. Madame Marie-Paule ALLAIN, Conseillère municipale, a été désignée Secrétaire de Séance.

DELIBERATION N°		DEVENIR DE LA COLONIE DE LA VILLE DE SAINT-BRIEUC (AVENUE DE CAROUAL) SOLICITATION D'UN PORTAGE FONCIER AVEC L'EPF : AVIS DE PRINCIPE					
04							
ÉLUS	26					CONVOCATION	12-12-2025
PRÉSENTS MAXI	20					RÉUNION	18-12-2025
MANDANTS	4					AFFICHAGE	19-12-2025
ABSENTS	2					TRANSMISSION	24-12-2025
APTES A VOTER	24						
RECENSEMENT DES CONSEILLERS		Présents	Absents	Mandants	PROCURATIONS		
NOMS ET PRÉNOMS	TITRES				MANDATAIRES		
MAJORITÉ MUNICIPALE	LABBÉ Henri	Maire	X				
	MONNIER Philippe	1er Adjoint			X	Gabriel RAULT	
	BERTIN Josyane	2è Adjointe	X				
	RAULT Gabriel	3è Adjoint	X				
	ALLAIN Marie-Paule	4è Adjointe	X				
	POUGET Léo	5è Adjoint			X	Henri LABBE	
	HERNOT Bruno	6è Adjoint	X				
	L'HARIDON Michelle	7è Adjointe	X				
	HUET Jean-Marie	CMD1	X				
	CHARLOT Karine	Conseillère	X				
	CORMIER Anne-Séverine	Conseillère		X			
	DONNARD Roxane	Conseillère	X				
	DURAND Philippe	CMD2	X				
	GUINARD Brigitte	Conseillère	X				
	LANCESSEUR Christian	CMD3	X				
	LESNARD Pierre	CMD4	X				
	MANIS Cécile	Conseillère	X				
	ROUXEL Benoit	CMD5		X			
MANIS Jean-Paul	Conseiller	X					
LEMEE Ginette	Conseillère	X					
MINORITÉ	MORIN Yannick	Conseiller	X				
	CHALVET Maryvonne	Conseillère			X	Sylvain RENAUT	
	DETREZ Nicole	Conseillère	X				
	RENAUT Sylvain	Conseiller	X				
	LOLIVE Jean-Paul	Conseiller			X	Bruno LE BRICON	
	LE BRICON Bruno	Conseiller	X				
A	DÉCOMPTÉ DES PRÉSENTS : QUESTIONS		20	02	04		

04 - DEVENIR DE LA COLONIE DE LA VILLE DE SAINT-BRIEUC (AVENUE DE CAROUAL) - SOLLICITATION D'UN PORTAGE FONCIER AVEC L'EPF : AVIS DE PRINCIPE

Monsieur le Maire rappelle qu'il a été porté à l'ordre du jour le devenir de l'ancienne colonie de vacances à Caroual, appartenant à la ville de Saint-Brieuc, tel qu'évoqué lors de la réunion plénière du Conseil Municipal du 9 octobre dernier.

Lors de cette réunion plénière, le Docteur BOUVET, porteur du projet d'extension de la maison de santé sur le site de Caroual était présent pour faire le point sur l'avancement de ce projet.

Il consiste à réserver sur le site une superficie de 400 m² pour la réalisation du pôle de soins de suite et de réadaptation par la rééducation cardiaque et respiratoire, ainsi que la prévention de l'obésité. Des programmes de prévention par l'Activité Physique Adaptée seront adjoints.

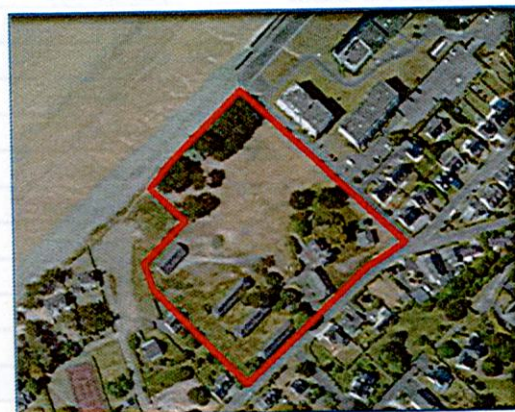
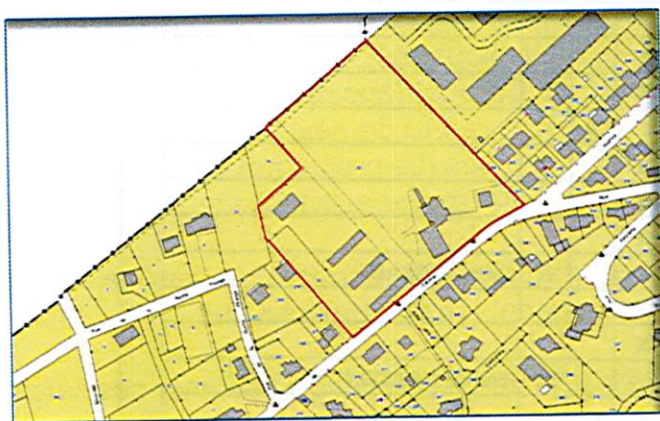
Le Docteur BOUVET a précisé les moyens matériels qui permettront la mise en œuvre du projet médical public, Il comprendra :

- des locaux médicaux, à savoir salles de consultation, salle d'éducation thérapeutique et salle de réunion, cuisine thérapeutique, vestiaires, sanitaires.
- la salle d'activités de l'ancienne colonie dont la destination ne peut pas être modifiée, implantée dans la bande des 100 m pourra être réhabilitée en vue d'en faire un usage dédié aux activités physiques.

Des programmes de prévention par l'Activité Physique Adaptée seront adjoints.

La commune d'ERQUY envisage la possibilité d'une mutualisation de certaines installations, notamment la salle d'activités proche du rivage et des places de stationnement dans l'hypothèse d'un futur projet privé d'établissement hôtelier de bien-être sur une partie de ce site, en ce qu'il s'agirait d'un projet en cohérence et complémentaire au pôle médical dont les locaux spécifiquement médicaux demeureront indépendants.

Lors d'une réunion entre les représentants des deux communes, ce projet économique et social a été validé sur le principe conduisant à un accord pour valider le prix d'acquisition de l'ensemble terrain et constructions à 2 900 000 €, sous condition d'un portage foncier par l'Etablissement Public Foncier (EPF) de Bretagne.



02 JAN 2026

Il s'agit d'un établissement public d'Etat à caractère industriel et commercial intervenant à l'échelle régionale. Il a pour objet de réaliser, pour son compte, celui de l'Etat, des collectivités locales ou de toute personne publique, des acquisitions foncières destinées à constituer des réserves foncières en accompagnement des opérations d'aménagement au sens de l'article L 300-1 du Code de l'Urbanisme. Il dispose d'un personnel spécialisé et de fonds dédiés qu'il peut mettre à disposition de la collectivité par le biais d'une convention à intervenir entre les deux parties.

Il procède aux acquisitions nécessaires par tous moyens.

Dans cette optique, l'EPF Bretagne signe des conventions cadres avec les EPCI, définissant les grands enjeux partagés, puis des conventions opérationnelles pour chaque secteur de projet.

En ce sens, la communauté d'agglomération Lamballe Terre et Mer a signé une convention cadre avec l'EPF Bretagne qui est complétée par une convention opérationnelle avec chaque collectivité sollicitant son intervention.

La convention opérationnelle définit les prestations demandées à l'EPF Bretagne, les modalités d'acquisition de biens et de réalisation des études et/ou travaux, le taux d'actualisation et le prix de revente.

M. Le Maire propose au Conseil Municipal de délibérer afin de formaliser la demande d'intervention de la commune auprès de l'EPF Bretagne.

VISAS REGLEMENTAIRES ET CONSIDERANTS

- Vu** Le décret n° 2009-636 du 8 juin 2009 portant création de l'EPF Bretagne,
- Vu** Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 5210-1 à L 5210-4 et L 5211-1 à L 5211-62,
- Vu** Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2121-29 à L 2121-34,
- Vu** La délibération du 26 novembre 2020 de lancement d'une étude urbaine

- Considérant** que la commune d'Erquy souhaite maîtriser un ensemble immobilier situé avenue de Caroual (ancienne colonie de la ville de Saint-Brieuc) à Erquy dans le but de développer des activités tertiaires de santé et économiques (La programmation prévoit une extension de la Maison de santé et une activité de type hôtelière),
- Considérant** la condition suspensive de purge de recours des tiers demandé par tous les promoteurs qui ont fait des propositions,
- Considérant** le refus à juste titre de la ville de Saint-Brieuc d'assumer ces délais de recours,

Considérant que le coût et la complexité d'acquisition du foncier et les délais nécessaires à la mise en œuvre de ce projet d'aménagement justifient l'intervention de l'EPF Bretagne,

Considérant le rapport final d'office santé d'avril 2022 (Annexe 8),

***Le Conseil Municipal, Invité à se Prononcer,
Après en avoir Délibéré, DÉCIDE,***

DE DEMANDER l'intervention de l'Établissement Public Foncier de Bretagne pour procéder aux acquisitions des parcelles AM 22 et 25 au prix de 2 900 000 € convenu entre les deux collectivités ;

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer tout document et à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération ;

DE RAPPELER que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Rennes dans un délai de deux mois à compter de la réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication.

DECISION DU CONSEIL MUNICIPAL :

- | | |
|----------------------|---|
| - Votes favorables | 22 |
| - Votes défavorables | 01 (Jean-Paul Lolive par procuration à Bruno Le Bricon) |
| - Abstentions | 01 (Bruno Le Bricon) |

Erquy, le 18 décembre 2025

La secrétaire de séance

Marie-Paule ALLAIN



Le Maire,

Henri LABBE





EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL SÉANCE DU JEUDI 18 DECEMBRE 2025

L'An Deux Mil Vingt Cinq, le jeudi 18 Décembre à dix neuf heures, le Conseil Municipal légalement convoqué par expédition du 12 décembre 2025 s'est réuni en séance ordinaire en mairie d'ERQUY sous la Présidence de Monsieur Henri LABBÉ, Maire d'Erquy. Madame Marie-Paule ALLAIN, Conseillère municipale, a été désignée Secrétaire de Séance.

DELIBERATION N°		POTENTIEL FONCIER COMMUNAL SIGNATURE D'UNE CONVENTION AVEC LA SA HLM LA RANCE POUR LES LOGEMENTS SOCIAUX SUR DES TERRAINS APPARTENANT À LA COMMUNE					
05							
ÉLUS	26					CONVOCACTION	12-12-2025
PRÉSENTS MAXI	20					RÉUNION	18-12-2025
MANDANTS	4					AFFICHAGE	19-12-2025
ABSENTS	2					TRANSMISSION	24-12-2025
APTES A VOTER	24						
RECENSEMENT DES CONSEILLERS		Présents	Absents	Mandants	PROCURATIONS		
NOMS ET PRÉNOMS	TITRES				MANDATAIRES		
MAJORITÉ MUNICIPALE	LABBÉ Henri	Maire	X				
	MONNIER Philippe	1er Adjoint			X	Gabriel RAULT	
	BERTIN Josyane	2è Adjointe	X				
	RAULT Gabriel	3è Adjoint	X				
	ALLAIN Marie-Paule	4è Adjointe	X				
	POUGET Léo	5è Adjoint			X	Henri LABBE	
	HERNOT Bruno	6è Adjoint	X				
	L'HARIDON Michelle	7è Adjointe	X				
	HUET Jean-Marie	CMD1	X				
	CHARLOT Karine	Conseillère	X				
	CORMIER Anne-Séverine	Conseillère		X			
	DONNARD Roxane	Conseillère	X				
	DURAND Philippe	CMD2	X				
	GUINARD Brigitte	Conseillère	X				
	LANCESSEUR Christian	CMD3	X				
	LESNARD Pierre	CMD4	X				
	MANIS Cécile	Conseillère	X				
ROUXEL Benoît	CMD5		X				
MANIS Jean-Paul	Conseiller	X					
LEMEE Ginette	Conseillère	X					
MINORITÉ	MORIN Yannick	Conseiller	X				
	CHALVET Maryvonne	Conseillère			X	Sylvain RENAUT	
	DETREZ Nicole	Conseillère	X				
	RENAUT Sylvain	Conseiller	X				
	LOLIVE Jean-Paul	Conseiller			X	Bruno LE BRICON	
	LE BRICON Bruno	Conseiller	X				
A	DÉCOMPTÉ DES PRÉSENTS : QUESTIONS		20	02	04		

05 - POTENTIEL FONCIER COMMUNAL : SIGNATURE D'UNE CONVENTION AVEC LA SOCIÉTÉ ANONYME D'HLM LA RANCE POUR LA REALISATION DE LOGEMENTS SOCIAUX SUR DES TERRAINS APPARTENANT A LA COMMUNE

Pour rappel, la commune d'Erquy est soumise à la Loi SRU depuis la création de la Communauté d'Agglomération de Lamballe Terre et Mer en 2017.

La commune d'Erquy est actuellement au 1er Août 2025 à 6,14 % de logements sociaux par rapport au nombre de résidences principales et bien en-dessous des objectifs actuels de 25 % fixés par la loi SRU et demandé par la Préfecture des Côtes d'Armor.

La commune d'Erquy a donné un avis favorable sur le projet de Programme Local de l'Habitat 2026-2031 de Lamballe Terre et Mer au Conseil Municipal du 18 septembre 2025.

Les services de la commune ont ainsi recensé les terrains communaux susceptibles de pouvoir recevoir des logements sociaux afin d'y répondre et ont consultés plusieurs bailleurs pour mener la réflexion.

La S.A. La Rance a répondu à la demande de la commune d'ERQUY et 9 sites ont été étudiés en vue d'y réaliser environ 69 logements locatifs :

- Site n°1 : Rue de la Paix et rue des Côtières,
- Site n°2 : Rue des Prés Chenus,
- Site n°3 : Rue des Dêmes et rue de la Fontaine,
- Site n°4 : Rue des Ponts Perrins et rue Xavier Grall,
- Site n°5 : Allée de l'Horizon Bleu,
- Site n°6 : Rue des Moulins et rue de la Mare des Noës,
- Site n°7 : Impasse du Ruisseau (Caroual),
- Site n°8 : Rue des Forges,
- Site n°9 : Avenue Léon Hamonet.

Il est donc proposé au Conseil Municipal de s'engager avec la SA d'HLM La Rance via une convention de réalisation de logements sociaux, soit environ 69 logements locatifs. Cette convention fixe les droits et obligations respectifs de la commune et de La Rance, le prix de cession à 9 euros H.T. soit 1 euro HT par terrain et notamment les conditions dans lesquelles cette dernière réalisera les logements et en assurera la gestion.

VISAS REGLEMENTAIRES ET CONSIDERANTS

- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU** la Loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbains,

02 JAN. 2026

- VU** la délibération du 18 septembre 2025 du Conseil Municipal d'approbation du projet de Plan Local de l'Habitat,
VU la convention proposée (Annexe 10),

- CONSIDERANT** que la commune doit mettre tous les moyens pour développer les logements sociaux sur son territoire,
CONSIDERANT le courrier de la Société Anonyme La Rance du 3 avril 2025 portant intérêt pour la réalisation de logements conventionnés sur la commune,
CONSIDERANT l'avis de la commission Urbanisme, Patrimoine et Environnement du 21 novembre 2025,

***Le Conseil Municipal, Invité à se Prononcer,
Après en avoir Délibéré, DÉCIDE,***

- D'APPROUVER** la convention de réalisation de logements sociaux au sein de plusieurs fonciers communaux ;
D'AUTORISER le maire ou son représentant à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération ;
DE RAPPELER que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Rennes dans un délai de deux mois à compter de la réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication.

DECISION DU CONSEIL MUNICIPAL :

- Votes favorables 17
- Votes défavorables 06 (Yannick Morin, Nicole Detrez, Sylvain Renaut, Maryvonne Chalvet par procuration à Sylvain Renaut, Bruno Le Bricon, Jean-Paul Lolive par procuration à Bruno Le Bricon)
- Abstentions 01 (Jean-Paul Manis)

Erquy, le 18 décembre 2025

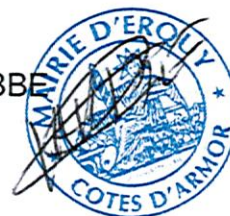
La secrétaire de séance

Marie-Paule ALLAIN



Le Maire,

Henri LABBE



02 JAN. 2026



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL SÉANCE DU JEUDI 18 DECEMBRE 2025

L'An Deux Mil Vingt Cinq, le jeudi 18 Décembre à dix neuf heures, le Conseil Municipal légalement convoqué par expédition du 12 décembre 2025 s'est réuni en séance ordinaire en mairie d'ERQUY sous la Présidence de Monsieur Henri LABBÉ, Maire d'Erquy. Madame Marie-Paule ALLAIN, Conseillère municipale, a été désignée Secrétaire de Séance.

DELIBERATION N°		RACHAT PAR LA SA HLM LA RANCE DES PARCELLES SECTION C N°1810 ET N°1811 ET VERSEMENT COMMUNAL À L'EPF 48 RUE DES HOPITAUX					
06							
ÉLUS	26					CONVOCACTION	12-12-2025
PRÉSENTS MAXI	20					RÉUNION	18-12-2025
MANDANTS	4					AFFICHAGE	19-12-2025
ABSENTS	2					TRANSMISSION	24-12-2025
APTES A VOTER	24						

RECENSEMENT DES CONSEILLERS		Présents	Absents	Mandants	PROCURATIONS	
NOMS ET PRÉNOMS	TITRES				MANDATAIRES	
MAJORITÉ MUNICIPALE	LABBÉ Henri	Maire	X			
	MONNIER Philippe	1er Adjoint			X	Gabriel RAULT
	BERTIN Josyane	2è Adjointe	X			
	RAULT Gabriel	3è Adjoint	X			
	ALLAIN Marie-Paule	4è Adjointe	X			
	POUGET Léo	5è Adjoint			X	Henri LABBE
	HERNOT Bruno	6è Adjoint	X			
	L'HARIDON Michelle	7è Adjointe	X			
	HUET Jean-Marie	CMD1	X			
	CHARLOT Karine	Conseillère	X			
	CORMIER Anne-Séverine	Conseillère		X		
	DONNARD Roxane	Conseillère	X			
	DURAND Philippe	CMD2	X			
	GUINARD Brigitte	Conseillère	X			
	LANCESSEUR Christian	CMD3	X			
	LESNARD Pierre	CMD4	X			
	MANIS Cécile	Conseillère	X			
	ROUXEL Benoît	CMD5		X		
	MANIS Jean-Paul	Conseiller	X			
	LEMEE Ginette	Conseillère	X			
MINORITÉ	MORIN Yannick	Conseiller	X			
	CHALVET Maryvonne	Conseillère			X	Sylvain RENAUT
	DETREZ Nicole	Conseillère	X			
	RENAUT Sylvain	Conseiller	X			
	LOLIVE Jean-Paul	Conseiller			X	Bruno LE BRICON
	LE BRICON Bruno	Conseiller	X			
A	DÉCOMPTÉ DES PRÉSENTS : QUESTIONS		20	02	04	

06 - RACHAT PAR LA SA HLM LA RANCE DES PARCELLES SECTION C N°1810 ET N°1811 ET VERSEMENT COMMUNAL A L'EPF - 48 RUE DES HOPITAUX

Monsieur le Maire rappelle la volonté de la commune d'Erquy de réaliser un projet de renouvellement urbain avec la réalisation de douze logements locatifs sociaux, en immeuble collectif, dans l'enveloppe urbaine de la commune.

Ce projet a nécessité l'acquisition d'emprises foncières sises 48 rue des Hôpitaux, à Erquy.

Pour l'acquisition et le portage de ces emprises, la commune d'Erquy a décidé de faire appel à l'Etablissement Public Foncier de Bretagne (EPF), par le biais d'une convention opérationnelle d'action foncière signée le 23 février 2021 suite à la délibération du 21 janvier 2021, prise à l'unanimité.

L'EPF Bretagne a acquis les biens suivants par voie de préemption :

<i>Date</i>	<i>Parcelles</i>	<i>Surface</i>	<i>Nature</i>
09/03/2021	C n°1810	1.216 m²	Hangar
	C n°1811	34 m²	

A la demande de la commune d'Erquy, le projet entre aujourd'hui dans sa phase de réalisation.

Pour procéder au rachat des parcelles cadastrées section C n°1810 et C n°1811, acquises par l'EPF Bretagne, la commune d'Erquy a désigné l'acquéreur suivant :

SA HLM La Rance demeurant 31, Boulevard des Talards, 35400, SAINT-MALO

Cet acquéreur a été choisi pour la qualité du projet qu'il propose. En effet, l'acquéreur s'engage à réaliser 12 logements locatifs sociaux répartis en 5 T2, 5 T3 et 2 T4, dont 3 PLAI, 6 PLUS et 3 PLS.

VISAS REGLEMENTAIRES ET CONSIDERANTS

- Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2121-29,
- Vu** le Code de l'Urbanisme et notamment l'article R. 321-9,
- Vu** le décret n° 2009-636 du 8 juin 2009 portant création de l'EPF Bretagne, modifié par les décrets n° 2014-1735 du 29 décembre 2014 et n° 2018-31 du 19 janvier 2018,
- Vu** la convention opérationnelle d'action foncière signée entre la commune d'Erquy et l'EPF Bretagne le 23 février 2021,
- Vu** le Plan pluriannuel d'intervention de l'EPF Bretagne pour la période 2021-2025,

02 JAN. 2026

- Vu** le protocole signé le 17 juin 2024 entre Monsieur HOUEIX et Madame GAUTIER d'une part, l'EPF Bretagne et la SA HLM La Rance d'autre part, qui prévoit de faire constituer, par acte notarié, à titre de servitude réelle et perpétuelle, la création d'un droit de passage de tout piéton et de tout véhicule, sur les parcelles cadastrées section C n°1810 et C n°1811, dit fonds servant, au profit de la parcelle cadastrée section C n°1232, dit fonds dominant,
- Vu** la convention signée le 27 juillet 2022 avec La Rance indiquant le prix du terrain à 60 000 euros Hors Taxes (Annexe 11),
- Vu** la délibération du 29 septembre 2022 portant convention de réalisation de 12 logements sociaux entre la société La Rance et la commune (Annexe 12),

Considérant que pour mener à bien le projet de « rue des Hôpitaux », la commune d'Erquy a fait appel à l'EPF Bretagne pour acquérir et porter l'emprise foncière nécessaire à sa réalisation, située 48 rue des Hôpitaux,

Considérant que ce projet entrant désormais dans sa phase de réalisation, il convient que l'EPF Bretagne revende les parcelles cadastrées section C n°1810 et C n°1811 à SA HLM La Rance demeurant 31, Boulevard des Talards, 35400, SAINT-MALO,

Considérant que l'acquéreur réalisera un projet de construction neuve d'un immeuble de 12 logements locatifs sociaux de type PLUS-PLAI et PLS, pour lequel il a obtenu un permis de construire initial le 10 mars 2023, puis un permis de construire modificatif n°1 en date du 5 janvier 2024, puis un permis de construire modificatif n°2 en date du 7 février 2025 et un permis de construire modificatif n°3 en date du 20 novembre 2025,

Considérant que le prix de revient hors taxe avant minoration s'établit conformément à l'article 5.4 de la convention opérationnelle et est aujourd'hui estimé à TROIS CENT SIX MILLE CINQUANTE QUATRE EUROS ET SOIXANTE CENTIMES (306.054,60 EUR) HT (Annexes 13 et 14),

Considérant que, conformément aux dispositions de l'article 5.4.3 de la convention opérationnelle d'actions foncières du 23 février 2021, le prix de revient a fait l'objet de l'application d'une minoration foncière, pour un montant de SOIXANTE-DOUZE MILLE DEUX CENT TRENTE EUROS ET VINGT-TROIS CENTIMES (72.230,23 EUR),

Considérant que le prix de revient minoré s'établit donc à la somme de DEUX-CENT CINQUANTE-SEPT MILLE DEUX-CENT SIX EUROS ET QUATRE-VINGT UN CENTIMES (257.206,81€) TTC, se décomposant comme suit (Annexes 13 et 14) :

- Prix hors taxe : 233.824,37 EUR ;
- Taxe sur la valeur ajoutée au taux de 20 % : 23.382,44 EUR,

Considérant que la vente se fera sous le régime de la taxe sur la valeur ajoutée établie sur le prix total,

- Considérant** que pour acquérir le bien ci-dessus désigné, la société SA HLM La Rance a proposé la somme de SOIXANTE MILLE EUROS (60.000,00 EUR) Hors Taxes + TVA en vigueur au jour de réitération par acte authentique, montant qui est donc inférieur au prix de revient minoré ci-dessus mentionné,
- Considérant** que la différence entre le prix de cession et le prix de revient minoré, soit la somme de CENT QUATRE VINGT ONZE MILLE DEUX-CENT SIX EUROS ET QUATRE-VINGT UN CENTIMES (191.206,81 EUR) TTC, sera prise en charge par la commune d'Erquy et versée à l'EPF Bretagne en vue de compenser la différence entre le coût de revient et le prix de cession offert par l'opérateur, laquelle concrétise le soutien de la commune d'Erquy à la réalisation du projet qui sera réalisé par SA HLM La Rance demeurant 31, Boulevard des Talards, 35400, SAINT-MALO,
- Considérant** que cette prise en charge du complément de prix sera mentionnée à l'acte de cession et soumise, à ce titre, au même régime fiscal que le prix de cession,
- Considérant** que les chiffres du tableau ci-annexé (Annexes 13 et 14) sont susceptibles d'évoluer pour coller à la réalité des dépenses supportées par l'EPF Bretagne et qu'en conséquence la commune d'Erquy remboursera en outre à l'EPF Bretagne, sur justificatif, toute charge, dépense ou impôt, non prévu sur le tableau ci-annexé, de quelque nature qu'il soit, qui interviendrait sur ce bien au titre du portage,
- Considérant** que la convention opérationnelle encadrant l'intervention de l'EPF Bretagne, signée le 23 février 2021 prévoit notamment le rappel des critères d'intervention de l'EPF Bretagne :
- à minima 50 % de la surface de plancher du programme consacré au logement ;
 - une densité minimale de 45 logements par hectare (sachant que pour les projets mixtes, 70 m² de surface plancher d'équipements, services, activités ou commerces équivalent à un logement) ;
 - dans la partie du programme consacrée au logement : 25% minimum de logements locatifs sociaux de type PLUS-PLAI.
- Considérant** que le projet de l'acquéreur sus-désigné répond auxdits critères en ce qu'il prévoit la construction neuve de 12 logements locatifs sociaux, dont 3 PLAI, 6 PLUS et 3 PLS,
- Considérant** que l'EPF Bretagne intégrera éventuellement dans l'acte de vente à intervenir une clause résolutoire au profit de la commune d'Erquy dans le cas où l'acquéreur ne réaliserait pas le projet prévu et décidait de revendre le bien dans un certain délai, en l'état ou après démolition, en totalité ou en partie,
- Considérant** que la commune d'Erquy s'engage à faire respecter l'ensemble des critères sus-énoncés par la société SA HLM La Rance demeurant 31, Boulevard des Talards, 35400, SAINT-MALO,

02 JAN. 2026

***Le Conseil Municipal, Invité à se Prononcer,
Après en avoir Délibéré, DÉCIDE,***

- D'APPROUVER** les modalités de calcul du prix de revient minoré, rappelées à l'article 5.4 de la convention opérationnelle et l'estimation pour un montant de DEUX-CENT CINQUANTE-SEPT MILLE DEUX-CENT SIX EUROS ET QUATRE-VINGT UN CENTIMES (257.206,81€) TTC, à ce jour, susceptible d'évoluer selon lesdites modalités ;
- D'ACCEPTER** de payer, en plus, toute dépense, charge ou impôt que l'EPF Bretagne aurait à acquitter sur lesdits biens ;
- DE DEMANDER** que soit procédé à la revente par l'Etablissement Public Foncier de Bretagne des parcelles cadastrées section C n°1810 et C n°1811 à SA HLM La Rance demeurant 31, Boulevard des Talards, 35400, SAINT-MALO ;
- D'APPROUVER** la cession par l'Etablissement Public Foncier de Bretagne, des biens ci-dessus désignés, au prix de SOIXANTE MILLES EUROS (60.000,00 EUR) Hors Taxes + TVA en vigueur au jour de réitération par acte authentique à la SA HLM La Rance demeurant 31, Boulevard des Talards, 35400, SAINT-MALO ;
- D'APPROUVER** la création, par acte notarié, à titre de servitude réelle et perpétuelle, d'un droit de passage de tout piéton et de tout véhicule, sur les parcelles cadastrées section C n°1810 et C n°1811, dit fonds servant, au profit de la parcelle cadastrée section C n°1232, dit fonds dominant, en application du protocole signé le 17 juin 2024 entre Monsieur HOUEIX et Madame GAUTIER d'une part, l'EPF Bretagne et la SA HLM La Rance d'autre part ;
- D'AUTORISER** le versement par la commune d'Erquy à l'Etablissement Public Foncier de Bretagne d'un complément de prix d'un montant de CENT QUATRE VINGT ONZE MILLE DEUX-CENT SIX EUROS ET QUATRE-VINGT UN CENTIMES (191.206,81 EUR) TTC, destinée à compenser la différence entre le prix de cession à l'acquéreur et le prix de revient, pour soutenir l'acquéreur dans la réalisation de son projet ;
- D'AUTORISER** Monsieur le Maire à signer tout document et à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération ;
- D'ACCEPTER** l'inscription éventuelle par l'Etablissement Public Foncier de Bretagne, dans l'acte de vente à intervenir avec la société SA HLM La Rance, d'une clause résolutoire au profit de la commune d'Erquy ;
- DE DONNER** pouvoirs à Monsieur le Maire pour intervenir, au titre du versement du complément de prix, à l'acte de cession par l'EPF Bretagne au profit de SA HLM La Rance demeurant 31, Boulevard des Talards, 35400, SAINT-MALO ;
- DE RAPPELER** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Rennes dans un délai de deux mois à compter de la réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication.

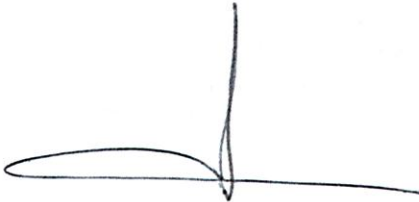
DECISION DU CONSEIL MUNICIPAL :

- Votes favorables 22
- Vote défavorable 00
- Abstention 02 (Bruno Le Bricon, Jean-Paul Lolive par
procuration à Bruno Le Bricon)

ERQUY, le jeudi 18 décembre 2025

La secrétaire de séance

Marie-Paule ALLAIN



Le Maire,

Henri LABBE





CONVENTION DE RÉALISATION DE LOGEMENTS SOCIAUX

pour la réalisation de 12 logements locatifs
Erquy – Les Hôpitaux
Groupes n°653-01

Entre,

La Société Anonyme d'HLM La Rance, représentée par son Directeur Général, Monsieur Frédéric HARDY,
en vertu d'une décision du Conseil d'Administration en date du 27 janvier 2022,

Ci-après dénommée **La Rance**,

Et,

La Commune d'Erquy, représentée par son Maire, Monsieur Henri LABBE, agissant en vertu d'une
délibération du Conseil Municipal en date du

Ci-après dénommée **La Commune**,

Afin de répondre aux enjeux de renouvellement urbain du site d'un ancien garage et aux besoins en
logements sociaux de son territoire, **La Commune** sollicite **La Rance** pour la réalisation d'une opération
sociale de 12 logements en locatif dans le cadre d'un nouveau lotissement communal.

Ce projet s'inscrit dans le cadre de la politique locale de l'habitat de Lamballe Terre & Mer, en général,
et du développement de l'offre locative sociale, en particulier.

La présente convention fixe les droits et obligations respectifs de **La Commune** et de **La Rance**, et
notamment les conditions dans lesquelles cette dernière réalisera les logements objets de la convention
et en assurera la gestion.

CONDITIONS GÉNÉRALES

Article 1 | Contenu de l'opération - Désignation

L'opération comprend la réalisation de 12 logements locatifs sociaux au sein de la parcelle cadastrée
section C, n°1810 d'une surface de 1 216m². La contenance définitive dédiée au projet fera l'objet d'un
avenant à la présente convention, après obtention du document d'arpentage.

SECTION 1 | ENGAGEMENTS DE LA COMMUNE D'ERQUY

Article 2 | Engagement de mise à disposition

La Commune s'engage à mettre à la disposition de **La Rance** le terrain cadastré désigné à l'article 1 ci-avant, au minimum un mois avant la date prévisionnelle de démarrage des travaux des logements. Ce terrain sera libre de toute construction et sera mis à disposition de **La Rance** après déconstruction et dépollution.

La Commune mettra en œuvre tous les moyens pour obtenir dans les meilleurs délais le document d'arpentage nécessaire à la cession du terrain et, en tout état de cause, à la date de signature de l'acte authentique.

Article 3 | Aménagement

La Commune tiendra à la disposition de **La Rance**, un plan du terrain faisant apparaître le tracé des voies et réseaux devant le desservir ainsi que les renseignements sur les conditions de raccordement de ce terrain aux voies et réseaux.

La Commune s'engage à ne pas apporter de modifications au tracé de ces voies et réseaux sans en aviser **La Rance**. Elle devra prendre à sa charge, le cas échéant, le supplément des dépenses qui pourrait résulter de ces modifications.

Article 4 | Obligations de la Commune

La Commune s'interdit, à compter d'aujourd'hui, de conférer aucun droit réel ou personnel ni aucune charge quelconque sur le bien objet des présentes, ou d'aliéner ledit bien à toute autre personne que **La Rance**, ou de conclure tout acte de nature à porter atteinte au droit de propriété et à modifier les conditions de jouissance promises à **La Rance**. Elle s'interdit également de procéder à toute modification structurelle dudit bien durant la période de validité de la présente convention.

La Commune déclare avoir sa pleine capacité civile de contracter et la libre disposition du bien sus-désigné. Elle s'engage à fournir, au notaire chargé de dresser l'acte de vente, toutes les pièces justificatives et documents qui lui seront demandés sur son état civil, sa capacité, ses titres de propriété, polices d'assurances et titres locatifs concernant le bien objet des présentes. Elle s'oblige à rapporter les mainlevées et certificats de radiation de toutes inscriptions qui viendraient à être révélées par l'état devant être requis sur la publication de la vente.

Article 5 | Exonération de taxes

En application de l'article 1635 quater E du Code Général des Impôts, **La Commune** renonce à percevoir la taxe sur les locaux d'habitation édifiés par les organismes mentionnés à l'article L.411-2 du Code de la Construction et de l'Habitation. Les organismes d'habitations à loyer modéré mentionnés à l'article L.411-2 précité comprennent :

- Les offices publics d'aménagement et de construction ;
- Les offices publics d'HLM ;
- Les sociétés anonymes d'HLM ;
- Les sociétés anonymes coopératives d'HLM ;

02 JAN. 2026

- Les sociétés anonymes de crédit immobilier ;
- Les fondations d'HLM.

La Commune s'engage à prendre une délibération de portée générale pour exonérer ces organismes des taxes susceptibles de grever un programme d'habitations à loyer modéré, telles que la taxe d'aménagement.

La Commune s'engage à rendre exécutoire ladite délibération et à la déposer en préfecture ou sous-préfecture avant la date de délivrance du permis de construire.

SECTION 3 | ENGAGEMENTS DE LA RANCE

Article 6 | Aménagement

La Rance exécute, ou fait exécuter pour son propre compte, les travaux d'aménagements des espaces privatifs du terrain défini à l'article 1.

Les espaces communs non construits à l'issue du projet (voiries, espaces verts communs, rétentions d'eaux pluviales, etc.) et les réseaux qui y sont implantés (hors jardins et espaces à usage privatif) seront rétrocédés par **La Rance** à **La Commune** dans le délai de un an à compter de la déclaration d'achèvement des travaux de l'opération de construction.

Article 7 | Programme

Sous réserve d'obtenir les agréments PLUS, PLAI et PLS correspondants et le permis de construire purgé du recours des tiers et du droit de retrait de la collectivité, **La Rance** s'engage à réaliser sur le terrain qui est mis à sa disposition et dans les conditions fixées aux articles ci-après, un programme de 12 logements répartis de la manière suivante :

- 5 logements T2 ;
- 5 logements T3 ;
- 2 logement T4.

Article 8 | Étude du projet

Dans le cadre de ce programme, **La Rance** fera établir par l'agence d'architecture **Jacques LESCOP**, le plan masse et l'Avant-Projet Sommaire (APS) de l'opération envisagée et les soumettra pour avis à **La Commune**. Après validation de l'APS et signature des présentes, **La Rance** déposera la demande des Permis de Construire (PC) et fera diligence pour mener l'opération à terme. En particulier, **La Rance** tiendra **La Commune** informée des conditions de consultation des entreprises de façon à lui permettre de répercuter l'information auprès des entreprises locales.



Article 9 | Prix du terrain

Compte tenu du niveau des loyers conventionnés, d'une part, et des modalités de financement des opérations locatives sociales définies par **Lamballe Terre & Mer**, d'autre part, la cession des terrains définis à l'article 1 et nécessaire à l'opération se fera sur les bases suivantes :

5 000 € HT par logement x 12 logements,
Soit un total de 60 000 € HT (soixante mille euros hors taxes)

Fiscalité en fonction de l'assujettissement de **La Commune**.

Le foncier sera réglé à la signature de l'acte authentique d'acquisition qui interviendra dans les meilleurs délais à la diligence des parties.

Article 10 | Conditions suspensives au profit de La Rance

L'acquisition de ce terrain reste conditionnées aux obligations suivantes :

- Obtention du PC devenu définitif ;
- Obtention des agréments et financements PLUS & PLAI de l'État ;
- Obtention des garanties d'emprunts par **Lamballe Terre & Mer** et le **Département des Côtes-d'Armor**.

Article 11 | Entretien des immeubles

La Rance s'engage à maintenir les constructions en bon état d'entretien et à effectuer les réparations de toute nature incombant généralement aux propriétaires.

Article 12 | Attribution des logements

L'ensemble des demandes sera transmis à **La Rance**, qui procédera à leur instruction : vérification des critères d'occupation, des plafonds de ressources et de l'adéquation de l'effort résiduel du ménage avec ses ressources permanentes.

Les logements seront attribués par la commission d'attribution de **La Rance** conformément aux règles d'attribution des logements locatifs sociaux fixées par le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment pour les familles jugées prioritaires par les services sociaux.

La commission d'attribution de **La Rance** retiendra les candidatures suivantes :

- les demandeurs inscrits au fichier commun de la demande et dont les conditions justifient l'attribution d'un logement locatif social ;
- les salariés des entreprises bénéficiant, dans le cadre du 1% logement, de réservations prioritaires dans la mesure où ils respectent les conditions de plafonds de ressources ;
- les fonctionnaires, dans le cadre du contingent préfectoral qui leur est réservé, suivant les mêmes règles applicables au niveau des plafonds de ressources.

Les réattributions de logements se feront au fur et à mesure des résiliations, suivant les mêmes priorités. Une information réciproque de **La Commune**, des services sociaux et de **La Rance** permettra de régler dans les meilleures conditions de priorité et de délai les relocations.

02 JAN. 2026

Article 13 | Loyers

Les loyers pratiqués à la livraison des logements seront conformes à la réglementation fixée annuellement par circulaire du ministère en charge du logement et de la convention passée entre l'État et La Rance.

Article 14 | Election de domicile et attribution de juridiction

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties élisent domicile en leurs sièges respectifs. Les parties conviennent d'attribuer la compétence de juridiction au tribunal judiciaire de Saint-Malo.

Fait en 2 exemplaires à Saint-Malo, le 27 juillet 2022.

Pour La Commune



Henri LABBÉ
Maire

Pour La Rance,

La Rance 

Groupe ActionLogement

31, boulevard des Talards
BP 1 - 35401 Saint-Malo Cedex
Tél. 02 99 40 02 20
SIREN 896 580 131

Frédéric HARDY
Directeur Général

CONVENTION DE RÉALISATION DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX

pour la réalisation de 12 logements locatifs
Erquy – Les Hôpitaux
Groupes n°653-01

ANNEXE 1 PLAN CADASTRAL

Envoyé en préfecture le 23/12/2025

Reçu en préfecture le 23/12/2025

Publié le 05/10/2022

ID : 022-212200547-20251218-DEL06_18122025-DE

Affiché le

ID : 022-212200547-20220929-2022_09_29_03-DE

La Rance 
Groupe ActionLogement



Envoyé en préfecture le 23/12/2025

Reçu en préfecture le 23/12/2025

Publié le

ID : 022-212200547-20251218-DEL06_18122025-DE



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL SÉANCE DU JEUDI 29 SEPTEMBRE 2022

L'An Deux Mil **Vingt-deux**, le jeudi 29 septembre à vingt heures, le Conseil Municipal légalement convoqué par expédition du 23 septembre 2022 s'est réuni en séance ordinaire en mairie d'ERQUY sous la Présidence de Monsieur Henri LABBÉ, Maire d'Erquy. Madame Josyane BERTIN, Adjointe au Maire, a été désignée Secrétaire de Séance.

29 septembre 2022					CONVENTION DE RÉALISATION DE 12 LOGEMENTS SOCIAUX MAXIMUM ENTRE LA SOCIÉTÉ ANONYME D'HLM LA RANCE ET LA COMMUNE D'ERQUY PARCELLE SECTION C N°1810 – RUE DES HOPITAUX
An	Mois	Jour	QN*	Subd	
2022	09	29	03	00	

ÉLUS	27
PRÉSENTS MAXI	20
MANDANTS	2
ABSENTS	5
APTES A VOTER	22



CONVOCATION	23-09-2022
RÉUNION	29-09-2022
AFFICHAGE	05-10-2022
TRANSMISSION	30-09-2022
Contrôle de Légalité : DCLE/2	

RECENSEMENT DES CONSEILLERS		Questions Traitées Par les Présents		Présents	Absents	Mandants	PROCURATIONS
NOMS ET PRÉNOMS	TITRES	Première Question	Dernière Question				MANDATAIRES
MAJORITÉ MUNICIPALE	LABBÉ Henri	Maire		X			LABBÉ Henri
	MONNIER Philippe	1er Adjoint		X		X	
	BERTIN Josyane	2è Adjointe		X	X		
	AMADIEU Michel	3è Adjoint		X	X		
	ALLAIN Marie-Paule	4è Adjointe		X	X		
	POUGET Léo	5è Adjoint		X	X		
	MAZARE Marie-Camille	6è Adjointe		X	X		
	HERNOT Bruno	7è Adjoint		X			
	L'HARIDON Michelle	8è Adjointe		X			
	HUET Jean-Marie	CMD1		X			
	TOMBETTE Yves	CMD2		X			
	CHARLOT Karine	Conseillère		X			
	CORMIER Anne-Séverine	Conseillère		X			
	DONNARD Roxane	Conseillère		X			
	DURAND Philippe	Conseiller		X			
	GUINARD Brigitte	Conseillère		X			
	LANCESSEUR Christian	Conseiller		X			
	LESNARD Pierre	Conseiller		X			
	MANIS Cécile	Conseillère		X	X		
	PILVEN Patrice	Conseiller		X			
	RAULT Gabriel	Conseiller		X			
	ROUXEL Benoît	Conseiller		X	X		
MINORITÉ	MORIN Yannick	Conseiller		X			CHALVET Maryvonne
	CHALVET Maryvonne	Conseillère		X			
	DETREZ Nicole	Conseillère		X			
	RENAUT Sylvain	Conseiller				X	
	LOLIVE Jean-Paul	Conseiller		X			
A	DÉCOMPTÉ DES PRÉSENTS : QUESTIONS			20	5	2	

Conseil du 29-09-2022

An	Mois	Jour	Q.N. °	S u b d
2022	09	29	03	x

**CONVENTION DE RÉALISATION DE 12 LOGEMENTS SOCIAUX
MAXIMUM
ENTRE LA SOCIÉTÉ ANONYME D'HLM LA RANCE
ET LA COMMUNE D'ERQUY PARCELLE SECTION C N°1810
– RUE DES HÔPITAUX**

Monsieur le Maire rappelle à l'Assemblée le Programme Local de l'Habitat (PLH) de la Communauté d'Agglomération de Lamballe Terre et Mer dont fait partie la commune d'Erquy, approuvé le 10 mars 2020, et qui couvre la période de 2020 à 2025. Monsieur le Maire précise que le PLH a notamment pour dispositions :

- de conforter une politique foncière durable, économe en espace, et promouvoir un habitat plus vertueux, notamment par :

- Une densité moyenne minimum de 22 logements/habitant dans les nouvelles opérations à Erquy ;
- Une mobilisation prioritaire des disponibilités foncières en renouvellement urbain ;
- La promotion de l'habitat dense en favorisant la diversification de formes urbaines plus adaptées aux besoins des ménages visant une politique économe du foncier.

- encourager la mixité sociale via le développement d'une offre locative sur le territoire :

- Soutenir la production locative sociale d'habitations à loyer modéré
- Produire au moins 66 logements locatifs sociaux sur la commune d'Erquy pendant la durée de 6 ans du PLH dont 52 logements locatifs sociaux types PLUS – PLAI, 5 logements communaux et 9 logements conventionnés privés
- Réserver 20 % minimum de logements sociaux pour toute opération supérieure à 10 logements.

Vu le courrier de Monsieur le Préfet des Côtes d'Armor du 24 septembre 2020 tirant les conséquences du décret 2020-1006 du 06 août 2020 et informant que la Communauté d'Agglomération de Lamballe Terre et Mer n'est plus éligible au taux minoré de 20 % de logements locatifs sociaux, désormais porté au taux applicable par défaut de 25 % conformément à l'article L302-5 du code de la construction et de l'habitation en application de l'article 55 de la loi relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbain (SRU) ;

Considérant la délibération du Conseil Municipal d'Erquy en date du 08 octobre 2020 qui a approuvé le projet de construction de logements sociaux sur la parcelle section C n° 1811 d'une contenance de 1216 m² acquises par mise en œuvre du droit de préemption urbain de la commune d'ERQUY au prix de 150 000 euros et 5 850 euros de frais de transaction ;

Considérant l'accord du 07 février 2022 confiant au bailleur social La Rance la maîtrise d'œuvre de la réalisation de cet ensemble immobilier ;

2 JAN. 2026

**Le Conseil Municipal, Invité à se Prononcer,
Après en avoir Délibéré, DÉCIDE,**

D'APPROUVER la convention de réalisation de logements sociaux pour la réalisation de 12 Logements locatifs maximum Rue des Hôpitaux. La convention est établie entre la Société Anonyme d'HLM La Rance et la commune d'Erquy ;

D'AUTORISER Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Sens de la Décision				Approbation			Décompte des Suffrages				
Élus	Présents	Mandants	Absents	Habilités	Retraits	Abstenus	Votants	Blancs	Exprimés	Pour	Contre
27	20	02	05	22	00	00	22	00	22	22	00

Erquy, Jeudi 29 septembre 2022



Le Maire,

Henri LABBE,

PROJET

CALCUL DU PRIX DE REVIENT
Cession

date prévisionnelle de la revente: 20/11/2026

Mis à jour le: 18/11/2025

INVENTAIRE DES PARCELLES ACQUISES/CEDEES

ACQUISITIONS DE L'EPF					CESSIONS DE L'EPF										
C/ propriété	parcelles	surfaces (m²)	nature du bien	prix d'acquisition	parcelles	surfaces (m²)	nature du bien	acquéreur	régime de TVA	prix de revient HT	minoration travaux	minoration réhabilitation	prix de revient minoré HT	TVA	prix de cession TTC
20-ACO-084	C1810	1216	Bâtie	150 000,00 €	C1810	1216	TAB	SA HLM LA RANCE	TVA sur prix total à 10%	306 054,60 €	72 230,23 €	0,00 €	233 824,37 €	23 382,44 €	257 206,81 €
	C1811	34			C1811	34									
		1250		150 000,00 €		1 250				306 054,60 €	72 230,23 €	0,00 €	233 824,37 €	23 382,44 €	257 206,81 €

Dépenses éligibles à la minoration travaux =	140 767,44 €
--	--------------

/\ montant minoration à faire valider par un chargé d'études/\

PRIX DE CESSION:

	LA RANCE	SCP
prix de revient HT:	60 000,00 €	246 054,60 €
minoration travaux:	- €	72 230,23 €
minoration réhabilitation:	- €	- €
prix de revient minoré HT:	60 000,00 €	173 824,37 €
TVA	6 000,00 €	17 382,44 €
prix de cession TTC:	66 000,00 €	191 206,81 €



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL SÉANCE DU JEUDI 18 DECEMBRE 2025

L'An Deux Mil Vingt Cinq, le jeudi 18 Décembre à dix neuf heures, le Conseil Municipal légalement convoqué par expédition du 12 décembre 2025 s'est réuni en séance ordinaire en mairie d'ERQUY sous la Présidence de Monsieur Henri LABBÉ, Maire d'Erquy. Madame Marie-Paule ALLAIN, Conseillère municipale, a été désignée Secrétaire de Séance.

DELIBERATION N°		RUE SENTE DU PARADIS : VENTE DE DEUX MAISON D'HABITATIONS APPARTENANT À LA COMMUNE					
07							
ÉLUS	26					CONVOCATION	12-12-2025
PRÉSENTS MAXI	20					RÉUNION	18-12-2025
MANDANTS	4					AFFICHAGE	19-12-2025
ABSENTS	2					TRANSMISSION	24-12-2025
APTES A VOTER	24						
RECENSEMENT DES CONSEILLERS		Présents	Absents	Mandants	PROCURATIONS		
NOMS ET PRÉNOMS	TITRES				MANDATAIRES		
MAJORITÉ MUNICIPALE	LABBÉ Henri	Maire	X				
	MONNIER Philippe	1er Adjoint			X	Gabriel RAULT	
	BERTIN Josyane	2è Adjointe	X				
	RAULT Gabriel	3è Adjoint	X				
	ALLAIN Marie-Paule	4è Adjointe	X				
	POUGET Léo	5è Adjoint			X	Henri LABBE	
	HERNOT Bruno	6è Adjoint	X				
	L'HARIDON Michelle	7è Adjointe	X				
	HUET Jean-Marie	CMD1	X				
	CHARLOT Karine	Conseillère	X				
	CORMIER Anne-Séverine	Conseillère		X			
	DONNARD Roxane	Conseillère	X				
	DURAND Philippe	CMD2	X				
	GUINARD Brigitte	Conseillère	X				
	LANCESSEUR Christian	CMD3	X				
	LESNARD Pierre	CMD4	X				
	MANIS Cécile	Conseillère	X				
	ROUXEL Benoît	CMD5		X			
MANIS Jean-Paul	Conseiller	X					
LEMEE Ginette	Conseillère	X					
MINORITÉ	MORIN Yannick	Conseiller	X				
	CHALVET Maryvonne	Conseillère			X	Sylvain RENAUT	
	DETREZ Nicole	Conseillère	X				
	RENAUT Sylvain	Conseiller	X				
	LOLIVE Jean-Paul	Conseiller			X	Bruno LE BRICON	
	LE BRICON Bruno	Conseiller	X				
A	DÉCOMPTÉ DES PRÉSENTS : QUESTIONS		20	02	04		

07 – RUE SENTE DU PARADIS : VENTE DE DEUX MAISONS D'HABITATIONS APPARTENANT A LA COMMUNE

L'Assemblée délibérante est informée que la commune d'Erquy est propriétaire d'un bien sur son territoire qu'elle souhaite vendre.

Il s'agit de deux maisons d'habitation avec un jardin situées rue Sente du Paradis sur la parcelle Section AI n°942.



Le bien est situé en zone UAc1 au Plan Local d'Urbanisme en vigueur et en secteur S1A et bâti remarquable en Site Patrimonial Remarquable (SPR).

La cession de ce bien, appartenant au domaine privé communal, permettra de financer les projets communaux en cours ou à venir.

En conséquence, la présente délibération est soumise à l'approbation du Conseil Municipal.

VISAS RÉGLEMENTAIRES ET CONSIDÉRANTS

- Vu** l'article L.2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT),
Vu les articles L 2241-1 et suivants du CGCT précisant que le conseil municipal délibère sur la gestion des biens et les opérations immobilières effectuées par la commune, que toute cession d'immeubles ou de droits réels immobiliers donne lieu à délibération motivée du conseil municipal portant sur les conditions de la vente et ses caractéristiques essentielles,

Considérant que ledit immeuble dépend du patrimoine privé de la commune et qu'il n'a pas fait l'objet d'un classement dans le domaine public ;

Considérant que les dépenses indispensables pour remettre ces immeubles en conformité seraient très élevées, et hors de proportion avec les ressources dont la commune dispose ;

02 JAN. 2026

Considérant l'avis favorable de la commission Urbanisme, Patrimoine, Environnement du 21 novembre 2025 ;

***Le Conseil Municipal, Invité à se Prononcer,
Après en avoir Délibéré, DÉCIDE,***

- D'ENGAGER** la mise en vente séparative des deux maisons d'habitation à restaurer ;
- DE PROCEDER** à la consultation d'un géomètre pour réalisation d'un bornage pour diviser la parcelle concernée ;
- DE FAIRE** procéder à toute réalisation de diagnostics préalables obligatoires et contrôles en matière d'assainissement ou autres si nécessaire ;
- DE MISSIONNER** l'étude SCP DEQUAIRE ET LECLERC de Pléneuf-Val-André pour recourir à la procédure de vente et d'établir tout acte notarié ;
- D'AUTORISER** Monsieur le Maire à signer tous les documents utiles au bon aboutissement de la vente dans les conditions prévues au Code Général des Collectivités Territoriales ;
- DE RAPPELER** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Rennes dans un délai de deux mois à compter de la réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication.

DECISION DU CONSEIL MUNICIPAL :

- Votes favorables 17
- Vote défavorable 03 (Christian Lancesseur, Bruno Le Bricon, Jean-Paul Lolive par procuration à Bruno Le Bricon)
- Abstention 04 (Yannick Morin, Nicole Detrez, Sylvain Renault, Maryvonne Chalvet par procuration à Sylvain Renault)

ERQUY, le jeudi 18 décembre 2025

La secrétaire de séance

Marie-Paule ALLAIN



Le Maire,

Henri LABBE





EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL SÉANCE DU JEUDI 18 DECEMBRE 2025

L'An Deux Mil Vingt Cinq, le jeudi 18 Décembre à dix neuf heures, le Conseil Municipal légalement convoqué par expédition du 12 décembre 2025 s'est réuni en séance ordinaire en mairie d'ERQUY sous la Présidence de Monsieur Henri LABBÉ, Maire d'Erquy. Madame Marie-Paule ALLAIN, Conseillère municipale, a été désignée Secrétaire de Séance.

DELIBERATION N°		ZONE D'ACTIVITÉ LES JEANNETTES : CONVENTION D'OCCUPATION DE LA PARCELLE PRIVEE COMMUNAL CADASTRÉE B 1788 PAR ATC FRANCE			
08					
ÉLUS	26				CONVOCATION 12-12-2025
PRÉSENTS MAXI	20				RÉUNION 18-12-2025
MANDANTS	4				AFFICHAGE 19-12-2025
ABSENTS	2				TRANSMISSION 24-12-2025
APTES A VOTER	24				
RECENSEMENT DES CONSEILLERS		Présents	Absents	Mandants	PROCURATIONS
NOMS ET PRÉNOMS	TITRES				MANDATAIRES
MAJORITÉ MUNICIPALE	LABBÉ Henri	Maire	X		
	MONNIER Philippe	1er Adjoint		X	Gabriel RAULT
	BERTIN Josyane	2è Adjointe	X		
	RAULT Gabriel	3è Adjoint	X		
	ALLAIN Marie-Paule	4è Adjointe	X		
	POUGET Léo	5è Adjoint		X	Henri LABBE
	HERNOT Bruno	6è Adjoint	X		
	L'HARIDON Michelle	7è Adjointe	X		
	HUET Jean-Marie	CMD1	X		
	CHARLOT Karine	Conseillère	X		
	CORMIER Anne-Séverine	Conseillère		X	
	DONNARD Roxane	Conseillère	X		
	DURAND Philippe	CMD2	X		
	GUINARD Brigitte	Conseillère	X		
	LANCESEUR Christian	CMD3	X		
	LESNARD Pierre	CMD4	X		
	MANIS Cécile	Conseillère	X		
	ROUXEL Benoît	CMD5		X	
MINORITÉ	MANIS Jean-Paul	Conseiller	X		
	LEMEE Ginette	Conseillère	X		
	MORIN Yannick	Conseiller	X		
	CHALVET Maryvonne	Conseillère		X	Sylvain RENAUT
	DETREZ Nicole	Conseillère	X		
	RENAUT Sylvain	Conseiller	X		
A	LOLIVE Jean-Paul	Conseiller		X	Bruno LE BRICON
	LE BRICON Bruno	Conseiller	X		
A DÉCOMPTÉ DES PRÉSENTS : QUESTIONS		20	02	04	

08 – ZONE D'ACTIVITE LES JEANNETTES : CONVENTION D'OCCUPATION DE LA PARCELLE PRIVEE COMMUNALE CADASTREE B 1788 PAR ATC FRANCE

Par délibération du 26 mars 2015, le conseil municipal autorisait Mme Le Maire d'Erquy à signer une convention avec FPS TOWERS pour l'occupation temporaire amené à recevoir des équipements de télécommunication sur la parcelle communale Section B n°1788 (101 m²) – ZA Les Jeannettes pour une durée de 12 ans, en contrepartie d'un loyer de 3 269,71 euros indexé sur la base de l'indice ICC T2.

Le bénéficiaire, demande une nouvelle convention d'une durée de 12 ans, pour un loyer annuel de 4 800 euros nets avec une indexation de 2 %, qui prendra effet le 8 juin 2027.

VISAS RÉGLEMENTAIRES ET CONSIDÉRANTS

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu la convention d'autorisation d'occupation temporaire du 9 juin 2015 (Annexe 15),

Considérant le projet de convention annexé portant mise à disposition d'un terrain à ATC France (Annexe 16),

Considérant l'avis favorable de la Commission Urbanisme, Patrimoine, Environnement du 21 novembre 2025,

***Le Conseil Municipal, Invité à se Prononcer,
Après en avoir Délibéré, DÉCIDE,***

D'APPROUVER le projet de convention d'occupation annexé portant mise à disposition d'un terrain pour une durée de location de 12 ans à compter du 8 juin 2027, moyennant une redevance annuelle de 4 800 € (quatre mille huit cents euros) nets avec une indexation de 2% (deux pour cent) ;

D'AUTORISER Monsieur le Maire à poursuivre l'exécution de la présente délibération ;

DE RAPPELER que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Rennes dans un délai de deux mois à compter de la réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication.

Erquy, Conseil municipal du 18 décembre 2025

Envoyé en préfecture le 23/12/2025

Reçu en préfecture le 23/12/2025

Publié le

ID : 022-212200547-20251218-DE-09419-122025-DE

DECISION DU CONSEIL MUNICIPAL :

- Votes favorables	24
- Votes défavorables	00
- Abstentions	00

Erquy, le 18 décembre 2025

La secrétaire de séance

Marie-Paule ALLAIN



Le Maire,

Henri LABBE



AUTORISATION D'OCCUPATION
TEMPORAIRE

FPS-22430-02

Entre le(s) soussigné(e)(s) :

COMMUNE D'ERQUY sis à l'adresse Mairie - 11, SQUARE DE L'HÔTEL DE VILLE 22430 ERQUY
Représentée par Christiane GUERVILLY, Maire d'Erquy dûment
habilité à l'effet des présentes par délibération en date du 26 MARS 2015

Ci-après désigné "**LE PROPRIETAIRE**"

ET

FPS TOWERS, société par actions simplifiée au capital de 37.160.060,00 euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de NANTERRE sous le numéro 538.419.052, dont le siège social est situé 1 rue Eugène Varlin - 92240 MALAKOFF, représentée par Monsieur Frédéric ZIMER en sa qualité de Président.

Ci-après désigné "**FPS**"Ci-après désignés ensemble "**LES PARTIES**"Il est rappelé ce qui suit :

Aux termes d'une Convention initiale sous seing privé en date du 28 août 1997, LE PROPRIETAIRE a consenti à BOUYGUES TELECOM (Opérateur de télécommunication au sens de l'article L33-1 du Code des Postes et des Communications Electroniques) le droit d'occuper une surface de 85 m2 environ sur la parcelle cadastrée sous la référence B 1750, dont il est propriétaire sur la commune de ERQUY, pour lui permettre l'implantation d'infrastructures non bâties aujourd'hui propriétés de FPS.

La convention a été modifiée par un avenant n° 1 en date du 22 mars 1999 ayant pour objet de modifier les conditions financières.

En date du 30 avril 2013 BOUYGUES TELECOM a cédé à FPS des Infrastructures passives qui a alors repris l'ensemble des droits et obligations découlant de la Convention signée précédemment. FPS exploite, entretient et met à disposition lesdites infrastructures afin de permettre entre autres le regroupement des Opérateurs (conformément à l'Article D98-6-1 du Code des postes et des Communications Electroniques).

Afin de permettre la mise en conformité de la Convention, LES PARTIES ont décidés de procéder à la régularisation d'une nouvelle Convention qui annule et remplace la précédente et qui reprend les conditions et éléments contractuels définis précédemment.

**AUTORISATION D'OCCUPATION
TEMPORAIRE****FPS-22430-02****CONVENTION****Article 1 : Mise à disposition**

Par la présente autorisation, ci-après appelée « Convention », le PROPRIETAIRE donne en location à FPS, qui l'accepte, un ou plusieurs emplacement(s) dépendant d'un immeuble sis à ZA LES JEANNETTES 22430 ERQUY, références cadastrales, B 1788 afin d'exploiter un Point Haut. Le ou les emplacements mis à disposition sont précisés en annexe 1. De plus, FPS s'engage à fournir à première demande de la part du PROPRIETAIRE les plans représentant à titre indicatif les équipements techniques présents sur site.

Les emplacements mis à disposition se composent d'une surface d'environ 101 m², qui accueille aujourd'hui le Point Haut.

Afin d'accéder aux emplacements mis à disposition, LE PROPRIETAIRE autorise FPS à utiliser un chemin d'accès ainsi que l'ensemble des servitudes de tréfonds (câbles en sous-sol) nécessaires à l'exploitation du site et notamment pour les passages de câbles. Il est précisé que les droits créés lors de la signature de la précédente Convention restent applicables.

Article 2 : Nature de la Convention

Indépendamment de la nature du domaine auquel se trouve aujourd'hui rattaché l'objet des présentes, LES PARTIES décident néanmoins que les dispositions légales et réglementaires applicables seront celles régissant les autorisations d'occupation du Domaine Public et notamment en ce qui concerne les droits de la Personne Publique.

LE PROPRIETAIRE s'engage à prévenir FPS de tout projet de classement ou déclassement de l'objet de la présente et à en exposer les raisons et motivations.

Article 3 : Date d'entrée en vigueur

La Convention entrera en vigueur à la date la plus tardive entre la date de signature de la présente et la date de validation en Préfecture.

Article 4 : Durée – Résiliation anticipée

4.1 La Convention est conclue pour une durée de 12 (Douze) années.

Au-delà de ce terme, elle sera tacitement prorogée par périodes successives de 3 (Trois) ans, sauf congé donné par l'une des Parties, notifié à l'autre par lettre recommandée avec avis de réception et respectant un préavis de 18 (DIX-HUIT) mois avant la date anniversaire de la convention.



AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE

FPS-22430-02

4.2 La Convention pourra être résiliée à l'initiative du PROPRIETAIRE en cas de :

- non-paiement des redevances aux échéances, après mise en demeure adressée, par lettre recommandée avec avis de réception, à l'adresse de FPS indiquée à l'article « Election de domicile », et restée sans effet pendant un délai de deux mois à compter de la date de sa réception.
- motif d'intérêt général dument justifié. Dans ce cas de figure, LE PROPRIETAIRE dédommagera FPS du préjudice subi.

4.3 La Convention pourra être résiliée de plein droit à l'initiative de FPS dans les cas suivants :

- Refus, retrait ou annulation des autorisations administratives nécessaires à l'activité de FPS et/ou à l'implantation du Point Haut,
- Absence d'équipements et/ou d'occupant sur le Point Haut,
- Arrêt de l'exploitation du Point Haut.

Dans cette dernière hypothèse, FPS sera redevable d'une indemnité forfaitaire correspondant à 3 (trois) mois de redevance.

4.4 Vente de l'emplacement mis à disposition de FPS

En cas de vente des emplacements mis à disposition de FPS, le Propriétaire s'engage à en informer FPS par courrier recommandé avec avis de réception qui en qualité de locataire bénéficiera d'un droit de préférence.

Dans le cas où FPS ne souhaiterait pas acquérir lesdits emplacements, la Convention restera opposable aux acquéreurs.

Article 5 : Responsabilité & Sécurité

FPS s'assurera que les installations techniques lui appartenant soient toujours conformes à la réglementation applicable.

FPS sera tenue de contracter auprès d'une ou plusieurs Compagnie(s) d'Assurance représentée(s) en France, une ou plusieurs police(s) d'Assurances garantissant la responsabilité civile en général et tous risques liés à son activité.

FPS TOWERS remettra l'attestation correspondante au PROPRIETAIRE, à première demande de sa part.

Le Point-Haut étant entre autres amené à recevoir des équipements de télécommunication, il est précisé que la législation en vigueur prévoit depuis le 01 Janvier 2014 la mise en place, sur simple demande, d'un contrôle gratuit et indépendant conformément au Décret n° 2013-1162 du 14

**AUTORISATION D'OCCUPATION
TEMPORAIRE****FPS-22430-02**

décembre 2013 relatif au dispositif de surveillance et de mesure des ondes électromagnétiques.
(CERFA disponible à l'adresse suivante : https://www.formulaires.modernisation.gouv.fr/gf/cerfa_15003.do)

Article 6 : Entretien - Réparations**1) Sur la parcelle**

FPS s'engage à maintenir les lieux qui lui sont concédés en bon état d'entretien pendant toute la durée de la présente Convention.

En fin de Convention, FPS reprendra tous ses équipements techniques et remettra le terrain dans son état primitif.

2) Sur l'installation technique

FPS devra entretenir les installations techniques lui appartenant dans les règles de l'art, à ses frais et sous sa seule responsabilité, de manière à ce qu'aucun trouble de jouissance ne soit apporté au PROPRIETAIRE de la parcelle.

Article 7 : Libre accès aux installations

FPS ou les occupants du point-haut et leurs préposés, leurs sous-traitants, ainsi que toute entreprise appelée à intervenir à leurs demandes, auront, en tout temps, libre accès aux équipements leur appartenant pour les besoins de la maintenance et de l'entretien des éléments d'infrastructures et pour procéder aux modifications et/ou extensions jugées utiles.

Le PROPRIETAIRE veillera à ce que pendant toute la durée de la Convention, l'espace faisant face au Point Haut et l'accès aux emplacements mis à disposition soient dégagés pour permettre à FPS d'utiliser paisiblement et au mieux de ses capacités le Point Haut.

Pendant la durée de la présente Convention, LE PROPRIETAIRE s'interdit de perturber, même indirectement, l'activité de FPS et des occupants hébergés sur les infrastructures lui appartenant.

De convention expresse, la présente Convention emporte transmission à FPS du bénéfice des servitudes, tels que droit de passage et servitudes de tréfonds notamment, résultant de la signature de la Convention de mise à disposition avec BOUYGUES TELECOM aux droits de laquelle FPS se trouve désormais.

LE PROPRIETAIRE donne dès à présent son accord pour que FPS réalise toutes les démarches et travaux relatifs à la mise en place et à l'évolution des différents réseaux. (téléphonie, fibre optique, électrique, eau, etc.). L'accord du PROPRIETAIRE s'applique sur la ou les parcelles dont il est propriétaire qui desserve(nt) l'objet des présentes.

**AUTORISATION D'OCCUPATION
TEMPORAIRE****FPS-22430-02**

Le PROPRIETAIRE délivrera à FPS tout accord lui permettant d'effectuer les démarches liées à l'obtention des autorisations administratives nécessaires à l'installation et à toute évolution du Point Haut, dans les formes prévues en Annexe 2.

FPS communiquera préalablement les informations auprès du PROPRIETAIRE avant toutes les démarches et travaux relatifs à la mise en place et à l'évolution des différents réseaux.

Article 8 : Redevance – Modalités de paiement

En contrepartie de la mise à disposition des emplacements, FPS versera au PROPRIETAIRE une redevance annuelle, toutes charges éventuelles comprises, de 3269,71 € (trois mille deux cent soixante-neuf euros soixante et onze centimes).

Le paiement sera effectué par virement par FPS le premier jour ouvré du mois de Juillet de chaque année sur présentation d'un titre de recette faisant apparaître les références figurant au contrat et parvenu à l'adresse de facturation précisée à l'article « Election de domicile » avant la fin du mois de Mai de la même année.

Article 9 : Indexation

Le montant de la redevance sera indexé sur la base de ICC T2 à compter du 1er Janvier 2015.

Article 10 : Election de domicile

LE PROPRIETAIRE élit domicile à l'adresse indiquée en tête des présentes.

FPS élit domicile à l'adresse suivante :

FPS TOWERS
1 rue Eugène Varlin 92240 – Malakoff
relationsbailleurs@fpstowers.fr

☎ 01.81.75.38.75

☒ A compter du 12 Janvier 2015, la ligne bailleur sera le **01.45.36.50.99**

Article 11 : Frais

Les frais, droits et honoraires de la présente Convention seront à la charge de FPS qui s'y oblige.

Article 12 : Taxe sur les ordures ménagères

L'occupation par FPS des emplacements mis à disposition telle qu'elle est faite aujourd'hui ne génère aucun déchet. Par conséquent le PROPRIETAIRE, en sa qualité de représentant de la

**AUTORISATION D'OCCUPATION
TEMPORAIRE****FPS-22430-02**

Personne Publique, reconnaît par les présentes que FPS ne saurait être soumis à la taxe sur les ordures ménagères et s'engage à fournir à FPS, à première demande de sa part, tous justificatifs lui permettant de procéder à une demande de dégrèvement.

Article 13 : Contestations

La présente Convention est soumise au droit français.

Tout litige relatif à l'application, à l'interprétation ou à la terminaison de la présente Convention devra faire l'objet d'une tentative de règlement amiable entre les Parties.

A défaut de règlement amiable dans un délai de 3 (trois) mois à compter de sa survenance le litige pourra être porté par la Partie la plus diligente devant le Tribunal dans le ressort duquel est situé l'immeuble objet de la présente Convention.

Fait à
Le

Erquy
09 JUIN 2015

En deux exemplaires

Signature du PROPRIETAIRE
OU LE REPRESENTANT DU PROPRIETAIRE

Signature de FPS TOWERS



02 JAN. 2026

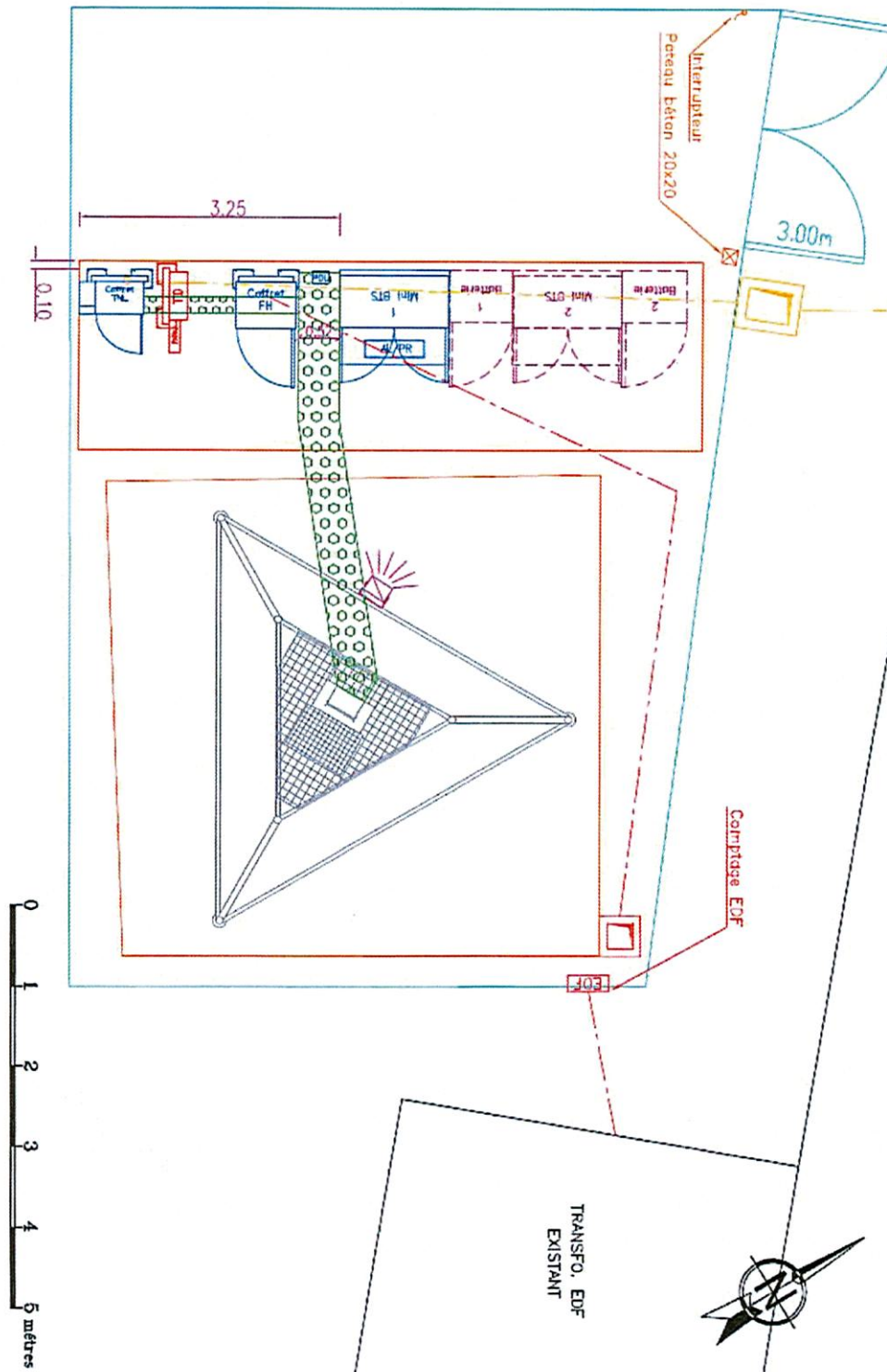


AUTORISATION D'OCCUPATION
TEMPORAIRE

FPS-22430-02

ANNEXE 1

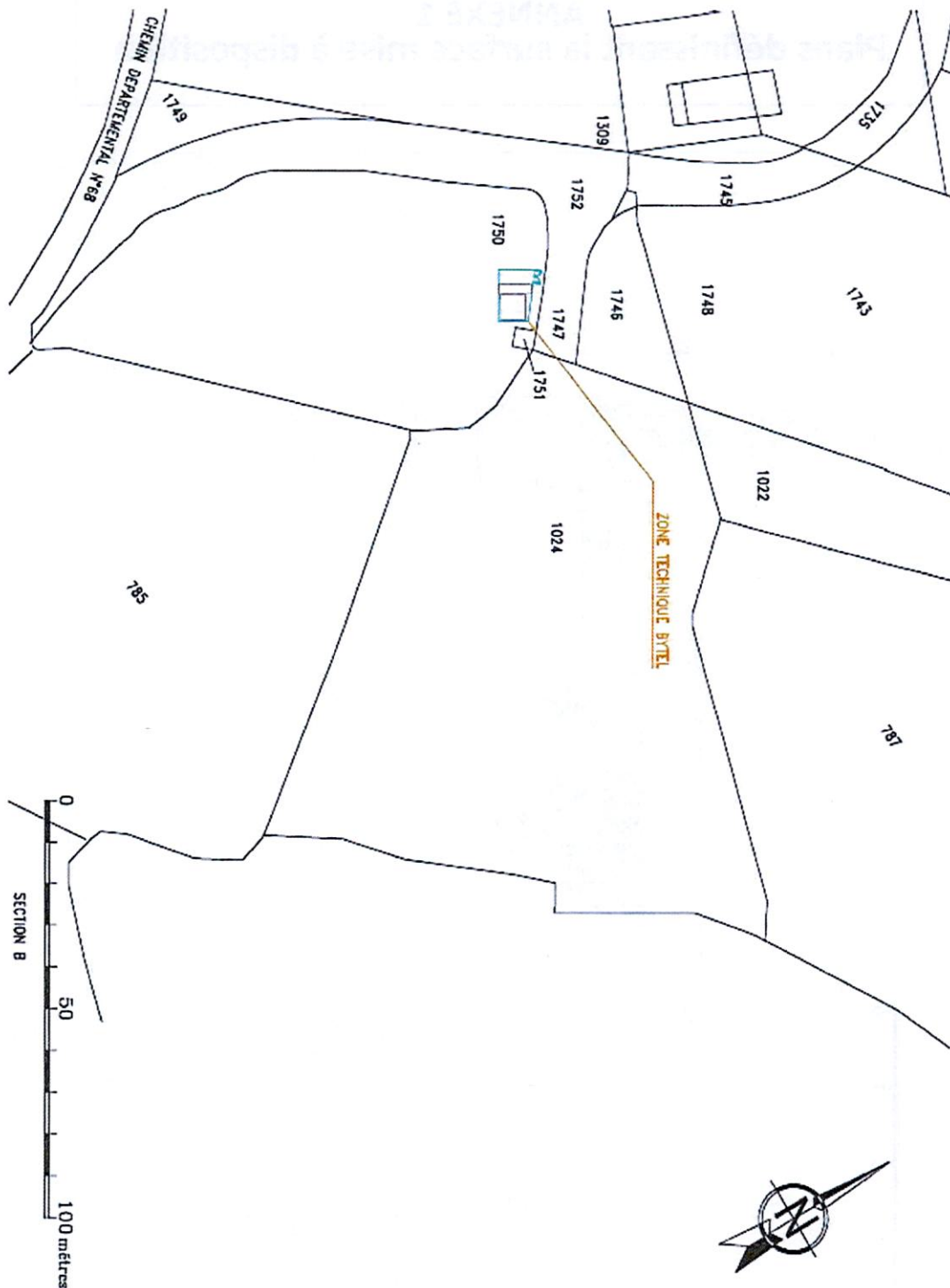
Plans définissant la surface mise à disposition





AUTORISATION D'OCCUPATION
TEMPORAIRE

FPS-22430-02





AUTORISATION D'OCCUPATION
TEMPORAIRE

FPS-22430-02

ANNEXE 2 Autorisation de travaux

PROPRIETAIRE

Siège social

.....

.....

FPS TOWERS

1 rue Eugene Varlin

92240 MALAKOFF

.....,

Le

Objet : Immeuble situé à, références cadastrale

Messieurs,

Conformément à la Convention signée le, nous vous confirmons, par la présente lettre, notre accord pour l'exécution des travaux nécessaires à l'installation de votre Point Haut sur l'immeuble référencé ci-dessus et toute modification ou évolution ultérieure.

Cette autorisation vaut également accord de notre part afin que **FPS TOWERS** accomplisse toutes les démarches administratives afférentes à ces travaux initiaux ou à tous travaux de modification ou d'évolution ultérieurs.

Veuillez agréer, Messieurs, l'expression de nos salutations distinguées.

LE PROPRIETAIRE

OU LE REPRESENTANT DU PROPRIETAIRE

Envoyé en préfecture le 23/12/2025

Reçu en préfecture le 23/12/2025

Publié le

ID : 022-212200547-20251218-DEL08_18122025-DE

	CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC	<div> Envoyé en préfecture le 23/12/2025 Reçu en préfecture le 23/12/2025 Publié le ID : 022-212200547-20251218-DEL08_18122025-DE </div> <div> FPS-22430-02 439525 ERQUY002 </div>
---	--	--

Entre les soussignées :

COMMUNE d'ERQUY sise 11 square Hôtel-de-Ville-BP 9 (22430) ERQUY ,
Représentée par M. Le Maire M. Henri LABBE dûment habilité à l'effet des présentes par délibération en date
du/...../.....,

Ci-après désignée "**LA COLLECTIVITE**"

ET

ATC France, Société en Nom Collectif au capital de 81.221.260 euros, immatriculée au Registre du Commerce
et des Sociétés de NANTERRE sous le numéro 538.419.052, dont le siège social est situé 10 avenue Aristide
Briand, 92220 BAGNEUX, représentée par M. Laurent BENET, en qualité de Directeur du patrimoine ,

Ci-après désignée "**ATC France** "

Ci-après désignées ensemble "**LES PARTIES**"

PREAMBULE


Aux termes d'une convention en date du 28 août 1997 (ci-après la « **Convention Initiale** »), la COLLECTIVITE,
qui reconnaît être titulaire du droit de propriété, a consenti à la société FPS Towers le droit d'occuper une
surface de 101 m² environ, sous la Référence cadastrale : Section B – Parcelle n° 1788, sis ZA LES JEANNETTES,
à ERQUY (22430) .

Au 1er janvier 2018, FPS Towers a été renommée ATC France. ATC France est une entreprise spécialisée dans
l'hébergement d'équipements télécom. Elle possède un parc important de points hauts.

ATC France a notamment pour objet social toutes prestations relatives à la construction, au déploiement, à
la commercialisation et à l'exploitation de sites points hauts (pylônes, etc., ci-après le ou les « **Point(s)
Haut(s)** »), y compris les prestations d'accueil d'équipements sur sites, et toute activité connexe. Le Point
Haut désigne l'infrastructure passive (notamment mâts, pylône, boîtiers de raccordement, éléments de
sécurité, etc.) nécessaire à l'installation et à l'exploitation desdits équipements.

ATC France a souhaité modifier ses conditions d'occupation sur le terrain de la COLLECTIVITE, ce que celle-ci
a accepté. Afin de définir les nouvelles conditions de cette occupation, les Parties se sont rapprochées et ont
signé la présente convention d'occupation du domaine public pour l'implantation d'équipements télécoms
sur le terrain de la COLLECTIVITE (ci-après « **la Convention** »).

Il est ici précisé que la Convention annule et remplace toute autre convention conclue entre les PARTIES sur
le terrain dépendant d'un immeuble sis à ZA LES JEANNETTES, à ERQUY (22430) , référence cadastrales
Section B n° 1788.

	<p align="center">CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC</p>	<div> Envoyé en préfecture le 23/12/2025 Reçu en préfecture le 23/12/2025 Publié le ID : 022-212200547-20251218-DEL08_18122025-DE </div> <div> FPS-22430-02 439525 ERQUY002 </div>
---	--	--

Ceci étant exposé les PARTIES ont convenu ce qui suit :

Table des matières

Article préliminaire : Fin de la Convention Initiale	3
Article 1 : OBJET ET NATURE DE LA CONVENTION.....	3
Article 2 : EMLACEMENT MIS à DISPOSITION	3
Article 3 : DROITS D'ACCES, DE PASSAGE ET DE TREFONDS	4
Article 4 : DATE D'ENTREE EN VIGUEUR	4
Article 5 : DUREE – RESILIATION ANTICIPEE	5
Article 6 : RESPONSABILITE & SECURITE	5
Article 7 : AUTORISATIONS	5
Article 8 : MODIFICATIONS / EXTENSIONS DES EQUIPEMENTS TECHNIQUES.....	6
Article 9 : DECLASSEMENT – DROIT DE PREFERENCE - OPPOSABILITE A L'ACQUEREUR.....	6
Article 10 : ENTRETIEN – REPARATIONS	7
Article 11 : JOUISSANCE ET OCCUPATION DE L'EMPLACEMENT	8
Article 12 : INSTALLATIONS TECHNIQUES SIMILAIRES.....	8
Article 13 : REDEVANCE	9
Article 14 : MODALITES DE PAIEMENT	9
Article 15 : CONFIDENTIALITE - DONNES PERSONNELLES	9
Article 16 : SOUS-LOCATION - TRANSFERT DE LA CONVENTION	10
Article 17 : ÉLECTION DE DOMICILE.....	10
Article 18 : NULLITE.....	10
Article 19 : CONTESTATIONS.....	11
Article 20 : SIGNATURE	11
ANNEXE 1 12	
Plans définissant la surface mise à disposition	12
ANNEXE 2 14	
Pièces à fournir par la COLLECTIVITE.....	14
ANNEXE 3 15	
Autorisation de travaux.....	15
ANNEXE 4 16	
Contacts & modalités d'accès.....	16



CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

FPS-22430-02
439525
ERQUY002

Article préliminaire : Fin de la Convention Initiale

Les Parties conviennent, d'un commun accord, de mettre fin au Bail Initial à son échéance.
Dans le cas où ATC France a versé au Propriétaire un trop-perçu à l'issue du Bail Initial, cet éventuel trop-perçu sera déduit de la première redevance due au titre de la Convention, ce à quoi le Propriétaire consent.

Article 1 : OBJET ET NATURE DE LA CONVENTION

1.1 La présente Convention a pour objet de préciser les conditions dans lesquelles la COLLECTIVITE met à disposition d'ATC France, qui l'accepte, l'emplacement défini à l'article 2 afin notamment de lui permettre l'implantation, la mise en service et l'exploitation des Equipements Techniques (l'« **Emplacement** »).

Par « **Equipements Techniques** », il convient d'entendre l'ensemble des matériels composant une station relais, à savoir notamment et selon la configuration des lieux, un Point Haut, une dalle, des supports d'antennes, des câbles et chemins de câbles, des fourreaux, un éventuel local technique, des clôtures, des coffrets et des armoires techniques, ainsi que tout équipement nécessaire au fonctionnement du Point Haut, le tout relié aux réseaux électriques et de communications électroniques,

Les Equipements Techniques (i) peuvent appartenir soit à ATC France soit à des tiers, notamment à des opérateurs de communications électroniques, ci-après dénommés « **Clients** » et/ou (ii) pourraient comprendre d'autres équipements annexes et/ou accessoires.

ATC France pourra accueillir librement sur son Point Haut tous Equipements Techniques et tout Client, dans le respect de la réglementation en vigueur, cette condition constituant un élément essentiel et déterminant sans lequel ATC France n'aurait pas signé la présente Convention.


1.2 L'Emplacement dépend du domaine public de la COLLECTIVITE. La présente Convention est en conséquence régie par les dispositions légales et réglementaires applicables à l'occupation du domaine public, figurant au Code général des collectivités territoriales et au Code général de la propriété des personnes publiques.

1.3 La COLLECTIVITE s'engage à fournir à ATC France l'ensemble des pièces référencées à l'Annexe 2 (« **Liste des pièces à fournir** »).

Article 2 : EMPLACEMENT MIS à DISPOSITION

a. Désignation de l'Emplacement

L'Emplacement mis à disposition, tel que décrit à l'Annexe 1, dépend d'un terrain sis ZA LES JEANNETTES, à ERQUY (22430), références cadastrales section B, parcelle n° 1788.

	CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC	<div> Envoyé en préfecture le 23/12/2025 Reçu en préfecture le 23/12/2025 Publié le ID : 022-212200547-20251218-DEL08_18122025-DE </div> <div> FPS-22430-02 439525 ERQUY002 </div>
---	--	--

Il se compose d'une surface de 101m² environ, complétée d'une surface permettant le stationnement d'un véhicule technique à proximité.

b. Propriété des Equipements Techniques

Les Equipements Techniques installés sont et demeurent la propriété d'ATC France ou de ses Clients occupant le Point Haut. En conséquence, ATC France comme ces derniers assumeront toutes les charges, réparations et impositions afférentes auxdits Equipements Techniques.

c. Travaux d'aménagement

La COLLECTIVITE accepte qu'ATC France réalise à ses frais exclusifs, sur l'Emplacement, les études et travaux d'aménagement et de modification nécessaires à son activité.

Article 3 : DROITS D'ACCES, DE PASSAGE ET DE TREFONDS

La COLLECTIVITE concède à ATC France et à tout Client actuel ou futur un droit de passage, afin de permettre à leurs salariés, préposés et sous-traitants l'accès à l'Emplacement pour les besoins de l'exploitation, de l'entretien et de la jouissance des Equipements Techniques.

Afin d'accéder à l'Emplacement mis à disposition, la COLLECTIVITE autorise ATC France et ses Clients à utiliser, si nécessaire, un chemin d'accès pour les véhicules et engins d'intervention, figurant sur les plans de l'annexe 1.

La COLLECTIVITE concède à ATC France et à tout Client actuel ou futur un droit de tréfonds pour la réalisation des tranchées nécessaires à l'installation des fourreaux pour les réseaux (téléphonie, fibre optique, électricité, etc.) nécessitant, le cas échéant, la pose de chambres de tirage, coffret et/ou logette. Le droit de tréfonds emporte le droit d'accéder auxdits fourreaux pour assurer leur exploitation, maintenance et entretien.

Le présent droit de passage et de tréfonds s'applique sur le terrain désigné à l'Article 2-a et sur les éventuelles autres parcelles appartenant à la COLLECTIVITE et desservant l'Emplacement. Il bénéficie à ATC France et ses Clients, ainsi qu'à leurs préposés et sous-traitants et à toute entreprise appelée à intervenir à leur demande.

Article 4 : DATE D'ENTREE EN VIGUEUR

La Convention entrera en vigueur le 8 juin 2027 (ci-après la « **Date de Prise d'Effet** »).

Par dérogation à l'alinéa 1, d'un commun accord entre les Parties, les articles 9, 12 et 16 prennent effet dès la signature par les Parties de la Convention.



ATC FRANCE

**CONVENTION D'OCCUPATION
DU DOMAINE PUBLIC**

Envoyé en préfecture le 23/12/2025

Reçu en préfecture le 23/12/2025

Publié le

ID : 022-212200547-20251218-DEL08_18122025-DE

02 JAN. 2026

FPS-22430-02

439525

ERQUY002

Article 5 : DUREE – RESILIATION ANTICIPEE

5.1 La Convention est conclue pour une durée de douze (12) ans à compter de sa Date de Prise d'Effet.

Au-delà de ce terme, elle sera tacitement prorogée par périodes successives de douze (12) ans, sauf congé donné par l'une des Parties, notifié à l'autre par lettre recommandée avec avis de réception et respectant un préavis de trente-six (36) mois.

5.2 La Convention pourra être résiliée à l'initiative du Propriétaire en cas de non-paiement des redevances aux échéances, sous réserve de la communication par le PROPRIETAIRE d'une facture ou d'un titre de recette conforme et après mise en demeure adressée, par lettre recommandée avec avis de réception, à l'adresse de ATC France indiquée à l'article « Election de domicile », et restée sans effet pendant un délai de trois (3) mois à compter de la date de sa réception.

5.3 La Convention pourra être résiliée de plein droit à l'initiative de ATC France moyennant un préavis de trois mois transmis par lettre recommandée avec avis de réception au PROPRIETAIRE en cas de (i) refus, retrait ou annulation des autorisations administratives nécessaires à l'activité de ATC France et/ou à l'implantation du Point Haut, (ii) absence d'Equipements Techniques et/ou de Client sur le Point Haut, ou (iii) arrêt de l'exploitation du Point Haut.

Article 6 : RESPONSABILITE & SECURITE


ATC France s'assurera que les Equipements Techniques lui appartenant soient toujours conformes à la réglementation applicable.

ATC France sera tenue de contracter auprès d'une ou plusieurs compagnie(s) d'assurance représentée(s) en France, une ou plusieurs police(s) d'assurances garantissant la responsabilité civile en général et tous risques liés à son activité.

ATC France remettra l'attestation correspondante à la COLLECTIVITE, à première demande de sa part.

Le Point-Haut étant entre autres amené à recevoir des équipements de télécommunication, il est précisé que la législation en vigueur prévoit depuis le 1^{er} janvier 2014 la mise en place, sur simple demande, pour les locaux d'habitation et les établissements recevant du public, d'un contrôle gratuit et indépendant conformément au Décret n° 2013-1162 du 14 décembre 2013 relatif au dispositif de surveillance et de mesure des ondes électromagnétiques (CERFA disponible à l'adresse suivante : https://www.formulaires.service-public.fr/gf/cerfa_15003.do).

Article 7 : AUTORISATIONS

	CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC	<div> Envoyé en préfecture le 23/12/2025 Reçu en préfecture le 23/12/2025 Publié le ID : 022-212200547-20251218-DEL08_18122025-DE </div> <div> FPS-22430-02 439525 ERQUY002 </div>
---	--	--

ATC France fait son affaire personnelle de l'obtention des autorisations administratives et réglementaires nécessaires à l'implantation et l'exploitation des Equipements Techniques.

La COLLECTIVITE donne dès à présent son accord à ATC France pour que ce dernier effectue les démarches liées à l'obtention des autorisations administratives nécessaires à l'installation et à toute évolution du Point Haut. A cet effet, elle délivre l'autorisation figurant en annexe 3.

Par la suite, la COLLECTIVITE s'engage à fournir à ATC France, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la demande de ce dernier, tout document écrit qui serait nécessaire au dépôt des demandes d'autorisation susmentionnées.

En cas de refus ou de retrait des autorisations administratives et réglementaires nécessaires à l'implantation et l'exploitation des Equipements Techniques, ATC France pourra soulever la résiliation de plein droit de la présente Convention conformément aux dispositions de l'Article 5 ci-dessus.

Article 8 : MODIFICATIONS / EXTENSIONS DES EQUIPEMENTS TECHNIQUES

Les Equipements Techniques implantés pourront faire l'objet de toutes modifications et/ou extensions que ATC France jugera utiles, dès lors que celles-ci ne modifieront pas l'Emplacement.

La COLLECTIVITE s'engage d'ores et déjà à faire ses meilleurs efforts pour mettre à disposition d'ATC France de nouveaux emplacements si ces modifications et/ou extensions le nécessitaient.

Article 9 : DECLASSEMENT – DROIT DE PREFERENCE - OPPOSABILITE A L'ACQUEREUR

En cas de vente (à la suite d'un déclassement), location, mise à disposition ou cession de droit réel (y compris sous la forme d'une promesse) portant sur l'Emplacement et, le cas échéant, son chemin d'accès (mentionné à l'Article 3 de la Convention) ou le terrain sur lequel est situé l'Emplacement et/ou le chemin d'accès, pendant la durée de la Convention ainsi que six mois suivant son échéance (sauf en cas de résiliation due à un non-respect par ATC France de ses obligations au titre de la Convention ou de résiliation par ses soins), même si ledit contrat avec le tiers prend effet après l'expiration de la Convention, la COLLECTIVITE s'oblige à en informer ATC France par courrier recommandé avec avis de réception et à lui communiquer les conditions du contrat (notamment financières et de durée) pour qu'ATC France puisse exercer son droit de préférence.

A réception de ce courrier, ATC France disposera d'un délai de deux (2) mois pour faire connaître sa réponse par lettre recommandée avec avis de réception. En cas d'acceptation, l'accord donné par ATC France vaudra vente, mise à disposition, location ou cession de droit réel. A défaut de réponse dans le délai de deux (2) mois, le silence gardé par ATC France vaut renonciation à exercer son droit de préférence.

Dans le cas où ATC France ne souhaiterait pas acquérir l'Emplacement ou le terrain comprenant l'Emplacement, la Convention restera opposable à l'acquéreur conformément aux dispositions de l'article 1743 du code civil. La COLLECTIVITE rappellera l'existence de la présente Convention dans tout acte entraînant le transfert de l'Emplacement ou du terrain ou la cession de droits réels et informera l'acquéreur

**ATC FRANCE****CONVENTION D'OCCUPATION
DU DOMAINE PUBLIC****FPS-22430-02****439525****ERQUY002**

que le déclassement et la vente de l'Emplacement ou du terrain ou la cession de droits réels n'ont pas pour effet de modifier la Convention.


La COLLECTIVITE s'engage à informer ATC France de tout projet de déclassement de l'Emplacement et/ou du terrain sur lequel se situe l'Emplacement, dès qu'elle en a connaissance.

Une fois l'acte de déclassement intervenu, la COLLECTIVITE s'engage à en informer ATC France immédiatement, par courrier recommandé avec avis de réception.

Article 10 : ENTRETIEN – REPARATIONS**a. De l'Emplacement**

ATC France s'engage à maintenir l'Emplacement en bon état d'entretien pendant toute la durée de la présente Convention.

En fin de Convention, ATC France reprendra tous les Equipements Techniques et remettra l'Emplacement dans son état primitif.

	<p align="center">CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC</p>	<div> Envoyé en préfecture le 23/12/2025 Reçu en préfecture le 23/12/2025 Publié le ID : 022-212200547-20251218-DEL08_18122025-DE </div> <div> FPS-22430-02 439525 ERQUY002 </div>
---	--	--

b. Des Equipements Techniques

ATC France devra entretenir les Equipements Techniques lui appartenant dans les règles de l'art, à ses frais et sous sa seule responsabilité, de manière qu'aucun trouble de jouissance ne soit apporté à la COLLECTIVITE.

Article 11 : JOUISSANCE ET OCCUPATION DE L'EMPLACEMENT

La COLLECTIVITE déclare que l'Emplacement est libre de toute location ou occupation et garantit à ATC France une jouissance paisible dudit Emplacement tout au long de l'exécution de la présente Convention.

ATC France ou les Clients et leurs préposés, leurs sous-traitants, ainsi que toute entreprise appelée à intervenir à leurs demandes, auront, dans les conditions définies à l'Annexe 4, librement accès aux Equipements Techniques pour les besoins de la maintenance et de l'entretien et pour procéder aux modifications et/ou extensions jugées utiles.

La COLLECTIVITE veillera à ce que pendant toute la durée de la Convention, l'espace faisant face au Point Haut et l'accès à l'Emplacement soient dégagés pour permettre à ATC France, ses Clients, leurs préposés, sous-traitants et toute entreprise appelée à intervenir à leurs demandes, de réaliser les travaux d'installation et la mise en service du Point Haut et des Equipements Techniques, puis d'utiliser paisiblement et au mieux de ses capacités le Point Haut.

La COLLECTIVITE donne dès à présent son accord pour que ATC France réalise toutes les démarches et travaux relatifs à la mise en place et à l'évolution des différents réseaux (téléphonie, fibre optique, électrique, eau, etc.) sur la ou les parcelles dont elle est propriétaire et qui desserve(nt) l'Emplacement, conformément aux dispositions de l'article 3 ci-dessus, relatif au droit de passage et de tréfonds. Elle autorise également le passage sur ces parcelles des différents réseaux nécessaires à l'exploitation du Point Haut.

La COLLECTIVITE autorise ATC France et les Clients à raccorder par câbles les Equipements Techniques entre eux et aux réseaux d'énergie et de télécommunications.

La COLLECTIVITE s'engage à informer ATC France de toute obligation liée au débroussaillage. En cas d'obligation de débroussaillage, la COLLECTIVITE autorise d'ores et déjà ATC France à réaliser le débroussaillage sur les parcelles mitoyennes de l'Emplacement lui appartenant sur la distance telle que légalement prévue.

Article 12 : INSTALLATIONS TECHNIQUES SIMILAIRES

Afin d'éviter toute perturbation et incompatibilité technique et radio, la COLLECTIVITE ne pourra, sans l'accord exprès de ATC FRANCE, autoriser l'installation d'équipements techniques similaires à ceux implantés par cette dernière et susceptibles de perturber, même indirectement, l'activité de ATC France et des Clients hébergés sur les infrastructures.



ATC FRANCE

**CONVENTION D'OCCUPATION
DU DOMAINE PUBLIC**

Envoyé en préfecture le 23/12/2025

Reçu en préfecture le 23/12/2025

Publié le

ID : 022-212200547-20251218-DEL08_18122025-DE

02 JAN. 2026

FPS-22430-02

439525

ERQUY002

Article 13 : REDEVANCE

REDEVANCE

En contrepartie de la mise à disposition de l'Emplacement désigné à l'Article 2 de la Convention et du droit de passage et de tréfonds prévu à l'Article 3, ATC France versera à la COLLECTIVITE, à compter de la Date de Prise d'Effet de la Convention, une redevance annuelle globale, toutes charges éventuelles comprises, d'un montant de quatre mille huit cents euros (4800 €) nets.

Le montant de la première redevance sera calculé au prorata temporis de la Date de Prise d'Effet de la Convention jusqu'au 31 décembre de l'année en cours. Par la suite, les redevances seront dues pour la période du 1er janvier au 31 décembre de chaque année.

INDEXATION

Le montant de la redevance (telle que prévue au présent article éventuellement modifiée par les dispositions de l'article 14) versé à la COLLECTIVITE sera indexé au 1er janvier de chaque année sur l'indice fixe de deux pour cent (2 %), et pour la première fois le 1er janvier de l'année suivant la Date de Prise d'Effet de la Convention.

Article 14 : MODALITES DE PAIEMENT

ATC France effectuera les paiements de la redevance de l'année civile en cours par virement, le premier jour ouvré du mois de juillet de chaque année, sur présentation d'un titre de recette conforme faisant apparaître les références figurant à la Convention et parvenue à l'adresse de facturation précisée à l'article « Élection de domicile » avant la fin du mois d'avril de la même année.

Dans le cas où, au titre du Bail Initial, ATC France a réglé la totalité de l'année en cours, partie de la première redevance sera payée par compensation avec le trop-perçu réglé au titre du Bail Initial ce à quoi la COLLECTIVITE consent.


De la même façon, pendant la durée de la Convention, dans le cas où ATC France aurait réglé un trop-perçu, compensation sera faite sur les redevances futures dues par ATC France, ce à quoi la COLLECTIVITE consent.

Article 15 : CONFIDENTIALITE - DONNES PERSONNELLES

Le PROPRIETAIRE s'engage à garder la confidentialité des échanges intervenus avec ATC France que ce soit au titre de la signature de la présente Convention ou tout au long de son exécution et s'engage en conséquence à ne pas les divulguer auprès d'un tiers sauf accord préalable et écrit de l'autre Partie.

Le PROPRIETAIRE pourra transmettre dans les limites légales copie de la présente Convention. Il s'engage toutefois à limiter au strict minimum ladite diffusion.

Dans le cadre de la bonne exécution de la Convention, ATC France est susceptible de traiter les données à caractère personnel du PROPRIETAIRE (données d'identification et données relatives à la facturation) pour la gestion des contrats, commandes, factures, paiements, comptabilité fournisseurs, documentation sur les fournisseurs.

	CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC	<div> Envoyé en préfecture le 23/12/2025 Reçu en préfecture le 23/12/2025 Publié le ID : 022-212200547-20251218-DEL08_18122025-DE </div> <div> FPS-22430-02 439525 ERQUY002 </div>
---	--	--

Le PROPRIETAIRE dispose, dans les limites du droit applicable, d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, de portabilité, de limitation et d'opposition relativement aux données personnelles le concernant.

Pour exercer ses droits, le PROPRIETAIRE doit adresser un courrier à la société ATC France accompagné d'une copie d'un titre d'identité signé à l'adresse indiquée en tête de la présente Convention.

Article 16 : SOUS-LOCATION - TRANSFERT DE LA CONVENTION

ATC France est autorisée à sous louer librement l'Emplacement à des tiers et en particulier à tout opérateur de communications électroniques.

En cas de transfert de la Convention à une autre personne publique, la COLLECTIVITE en informera immédiatement ATC France et rappellera l'existence de la présente Convention dans tout acte entraînant le transfert de l'Emplacement ou du terrain comprenant l'Emplacement.

Article 17 : ÉLECTION DE DOMICILE

LA COLLECTIVITE élit domicile à l'adresse indiquée en tête des présentes.
ATC France élit domicile à l'adresse suivante :

ATC France
 Immeuble Symbiose
 10 avenue Aristide Briand
 CS80031 92227 BAGNEUX CEDEX
relationsbailleurs@atcfrance.fr
 ☎ 01.45.36.50.99

En cas de changement de domicile, ATC France le notifiera à la COLLECTIVITE par LRAR dans un délai de 15 jours suivants ce changement. L'ensemble des correspondances sera alors adressé à l'adresse nouvelle communiquée.

Article 18 : NULLITE

Si une ou plusieurs stipulations de la présente Convention sont, en tout ou en partie, tenues pour non valides, ou déclarées telles en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente :

- Les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée ;
- Les Parties négocieront de bonne foi, afin de remplacer la ou les stipulations en question par une ou plusieurs stipulations valables et susceptibles d'exécution aussi proches que possible de l'intention commune des Parties.



ATC FRANCE

**CONVENTION D'OCCUPATION
DU DOMAINE PUBLIC**

**FPS-22430-02
439525
ERQUY002**

Article 19 : CONTESTATIONS

La présente Convention est soumise au droit français.

Tout litige relatif à l'application, à l'interprétation ou à la terminaison de la présente Convention devra faire l'objet d'une tentative de règlement amiable entre les PARTIES.

A défaut de règlement amiable dans un délai de 3 (trois) mois à compter de sa survenance le litige pourra être porté par la Partie la plus diligente devant le Tribunal Administratif dans le ressort duquel est situé l'Emplacement.

Article 20 : SIGNATURE

La Convention peut faire l'objet, alternativement, d'une signature manuscrite ou d'une signature électronique. La signature électronique s'entend d'un procédé fiable d'identification garantissant son lien avec l'acte auquel elle s'attache, conformément à l'article 1367 du code civil et à toute norme applicable.

En cas de signature manuscrite, la Convention est établie en autant d'exemplaires que de parties. Les Parties ou leurs représentants apposent leur signature manuscrite, dans les espaces ci-dessous prévus à cet effet. Chacun des signataires reconnaît en avoir reçu un exemplaire.

En cas de signature électronique, les Parties apposent leur signature électronique à la fin de la Convention. Chaque Partie reconnaît avoir reçu une copie électronique de la Convention.

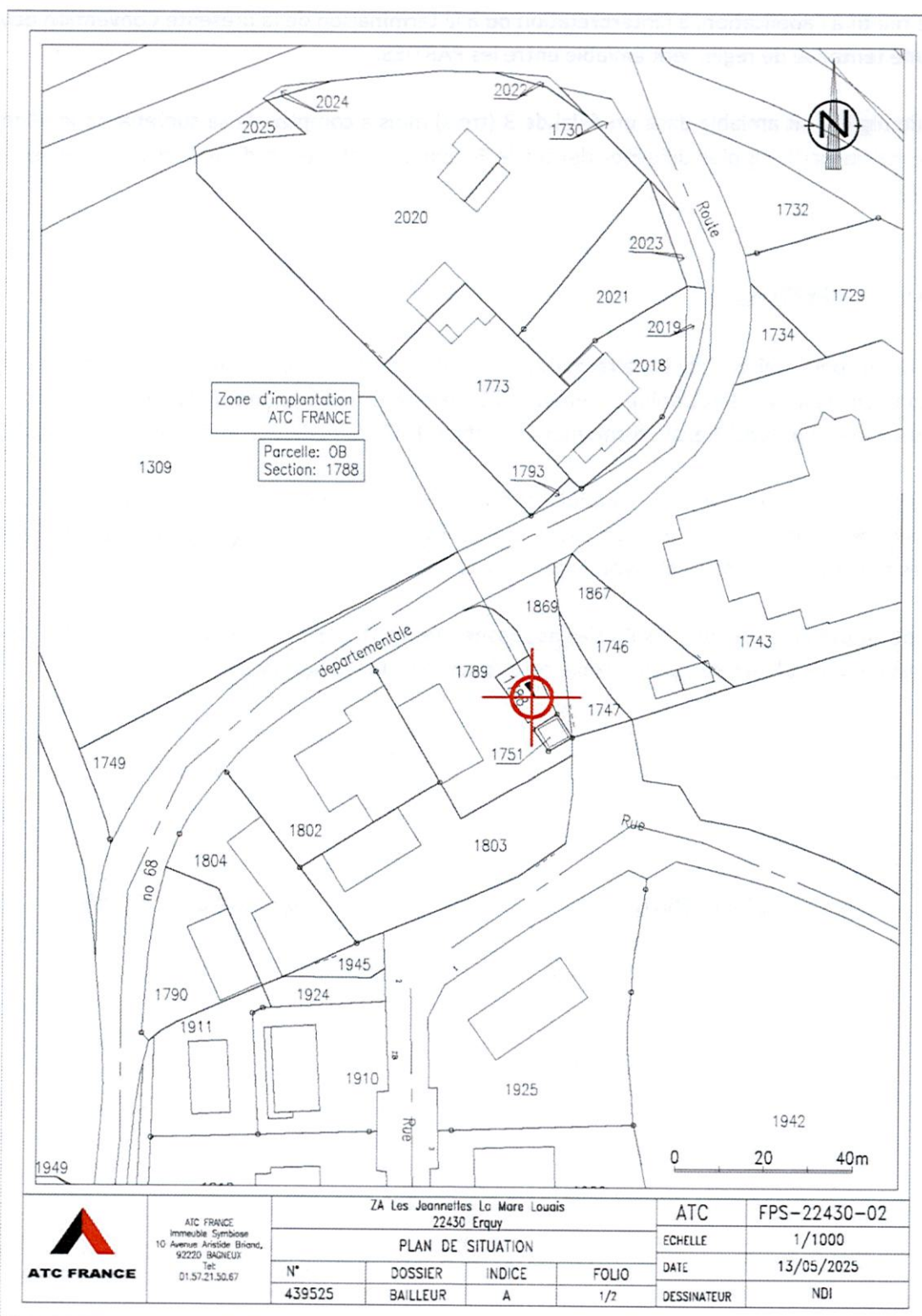
Fait à
Le

Signature COLLECTIVITE

Signature de ATC France

ANNEXE 1

Plans définissant la surface mise à disposition





ATC FRANCE

CONVENTION D'OCCUPATION
DU DOMAINE PUBLIC

Envoyé en préfecture le 23/12/2025

Reçu en préfecture le 23/12/2025

Publié le

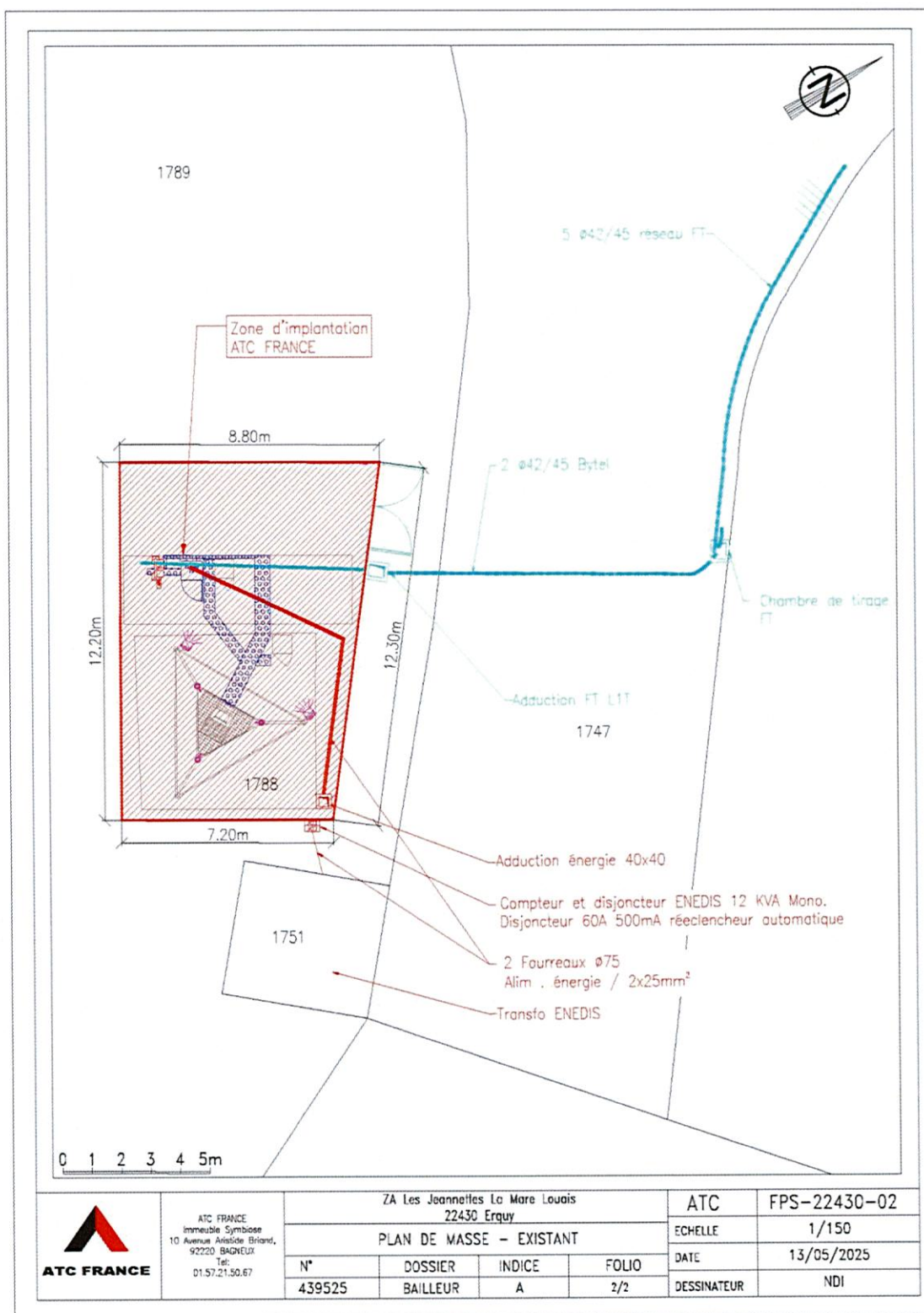
ID : 022-212200547-20251218-DEL08_18122025-DE


02 JAN. 2026

FPS-22430-02

439525

ERQUY002




	<p>CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC</p>	<p>Envoyé en préfecture le 23/12/2025 Reçu en préfecture le 23/12/2025 Publié le ID : 022-212200547-20251218-DEL08_18122025-DE</p> <p>FPS-22430-02 439525 ERQUY002</p>
---	--	---

ANNEXE 2

Pièces à fournir par la COLLECTIVITE

Délibération donnant pouvoir au Maire ou au Représentant de la COLLECTIVITE

	<p align="center">CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC</p>	<div> Envoyé en préfecture le 23/12/2025 Reçu en préfecture le 23/12/2025 Publié le ID : 022-212200547-20251218-DELOE_JAN 2026 </div> <div> FPS-22430-02 439525 ERQUY002 </div>
---	--	---

ANNEXE 3
Autorisation de travaux

COMMUNE d'ERQUY sise 11 square Hôtel-de-Ville-BP 9 (22430) ERQUY ,
Représentée par M. Le Maire M. Henri LABBE dûment habilité à l'effet des présentes par délibération en date
du/...../.....,

ATC France
10 avenue Aristide Briand
92220 Bagneux

.....,
Le

Objet : Immeuble situé à ZA LES JEANNETTES -ERQUY , Références Cadastres : Section B, Parcelle 1788

Messieurs,

Conformément à la Convention signée le, nous vous confirmons, par la présente lettre, notre accord pour l'exécution des travaux nécessaires à l'installation de votre Point Haut sur l'immeuble référencé ci-dessus et toute modification ou évolution ultérieure.

Cette autorisation vaut également accord de notre part afin que **ATC France** accomplisse toutes les démarches administratives afférentes à ces travaux initiaux ou à tous travaux de modification ou d'évolution ultérieurs.

Veuillez agréer, Messieurs, l'expression de nos salutations distinguées.

LA COLLECTIVITE

**CONFIDENTIEL – A NE PAS UTILISER EN
DEHORS DU CADRE D'ATC**



ATC FRANCE

**CONVENTION D'OCCUPATION
DU DOMAINE PUBLIC**

ANNEXE 4

Contacts & modalités d'accès

Interlocuteurs COLLECTIVITE

Contacts : Monsieur Henri LABBÉ ou Madame Richeux Laetitia

- Téléphones : 0296636464 / 0633844025
- Adresse électronique : info@ville-erquy.com / laetitia.richeux@erquy.bzh

Modalités d'accès : 24/24h, 7/7j

Interlocuteurs ATC France

Gestion de votre contrat, facturation, exploitation et maintenance des sites 8h-18h du lundi au vendredi

ATC France
Immeuble Symbiose
10 avenue Aristide Briand
CS80031
92227 Bagneux Cedex
relationsbailleurs@atcfrance.fr
☎ 01.45.36.50.99

02 JAN. 2026



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL SÉANCE DU JEUDI 18 DECEMBRE 2025

L'An Deux Mil Vingt Cinq, le jeudi 18 Décembre à dix neuf heures, le Conseil Municipal légalement convoqué par expédition du 12 décembre 2025 s'est réuni en séance ordinaire en mairie d'ERQUY sous la Présidence de Monsieur Henri LABBÉ, Maire d'Erquy. Madame Marie-Paule ALLAIN, Conseillère municipale, a été désignée Secrétaire de Séance.

DELIBERATION N°		ACTUALISATION DU LINÉAIRE DE LA VOIRIE PUBLIQUE COMMUNALE RECENSEMENT 2025 AU SENS DE LA DGF				
09						
ÉLUS	26				CONVOCATION	12-12-2025
PRÉSENTS MAXI	18				RÉUNION	18-12-2025
MANDANTS	4				AFFICHAGE	19-12-2025
ABSENTS	4				TRANSMISSION	24-12-2025
APTES A VOTER	22					
RECENSEMENT DES CONSEILLERS		Présents	Absents	Mandants	PROCURATIONS	
NOMS ET PRÉNOMS	TITRES				MANDATAIRES	
MAJORITÉ MUNICIPALE	LABBÉ Henri	Maire	X			
	MONNIER Philippe	1er Adjoint			X	Gabriel RAULT
	BERTIN Josyane	2è Adjointe		X		
	RAULT Gabriel	3è Adjoint	X			
	ALLAIN Marie-Paule	4è Adjointe	X			
	POUGET Léo	5è Adjoint			X	Henri LABBE
	HERNOT Bruno	6è Adjoint	X			
	L'HARIDON Michelle	7è Adjointe	X			
	HUET Jean-Marie	CMD1	X			
	CHARLOT Karine	Conseillère	X			
	CORMIER Anne-Séverine	Conseillère		X		
	DONNARD Roxane	Conseillère	X			
	DURAND Philippe	CMD2	X			
	GUINARD Brigitte	Conseillère	X			
	LANCESSEUR Christian	CMD3	X			
	LESNARD Pierre	CMD4	X			
	MANIS Cécile	Conseillère		X		
	ROUXEL Benoît	CMD5		X		
MINORITÉ	MANIS Jean-Paul	Conseiller	X			
	LEMEE Ginette	Conseillère	X			
	MORIN Yannick	Conseiller	X			
	CHALVET Maryvonne	Conseillère			X	Sylvain RENAUT
	DETREZ Nicole	Conseillère	X			
	RENAUT Sylvain	Conseiller	X			
	LOLIVE Jean-Paul	Conseiller			X	Bruno LE BRICON
LE BRICON Bruno		Conseiller	X			
A	DÉCOMPTÉ DES PRÉSENTS : QUESTIONS		18	04	04	

09 - ACTUALISATION DU LINEAIRE DE LA VOIRIE PUBLIQUE COMMUNALE **RECENSEMENT 2025 AU SENS DE LA DGF**

Monsieur le Maire expose à l'Assemblée Municipale que le dernier recensement de la voirie publique communale au sens de la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF), a été approuvé par délibération en date du 19 décembre 2024 et était de 101 km 794 m.

Ce linéaire a évolué avec

- l'intégration de la voirie communale du lotissement de Clairville (impasse de Clairville) pour un linéaire de 446 m,
- la création de la voirie de la rue de la Zostère Marine pour un linéaire de 170 m,
- les créations de lotissements privées.

Suite à ces changements, le décompte 2025 des linéaires de voiries s'établit comme suit (Annexe 17) :

- Voirie communale au sens de la DGF : 102 km 410 m
 - dont ▫ voie publique communale : 100 km 116 m
 - voie verte indépendante d'une autre voie communale : 2 km 294 m
- Voirie Privée : 8 km 919 m
- Chemins Ruraux : 26 km 047 m
- Voirie Départementale : 20 km 659 m

VISAS RÉGLEMENTAIRES ET CONSIDÉRANTS

- Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2121-9, L2334-1 et L2334-23 ;
- Considérant** l'obligation de déclarer chaque année auprès des services de la Préfecture la longueur de voirie communale mise à jour,
- Considérant** les évolutions du linéaire de voirie au cours de l'année 2025, modifiant le linéaire de voirie au 31 décembre 2025,

**Le Conseil Municipal, Invité à se Prononcer,
Après en avoir Délibéré, DÉCIDE,**

- D'APPROUVER** le linéaire de voirie communale à 102 km 410 m.
- D'AUTORISER** Monsieur le Maire à déclarer ce nouveau linéaire auprès des services de la Préfecture.
- DE RAPPELER** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Rennes dans un délai de deux mois à compter de la réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication.

Erquy, Conseil municipal du 18 décembre 2025

Envoyé en préfecture le 24/12/2025

Reçu en préfecture le 24/12/2025

Publié le

ID : 022-212200547-20251218-DEL09_18122025-DE

02 JAN. 2026

DECISION DU CONSEIL MUNICIPAL :

- Votes favorables	22
- Votes défavorables	00
- Abstentions	00

Erquy, le 18 décembre 2025

La secrétaire de séance

Marie-Paule ALLAIN



Le Maire,

Henri LABBE



Calcul de la longueur de Voirie

	longueur m	Voie communale		Voie verte		Voie privée		Chemin Rural		Route départementale	
		Pris en compte : 1	Longueur (m)	Pris en compte : 1	Longueur (m)	Pris en compte : 1	Longueur (m)	Pris en compte : 1	Longueur (m)	Pris en compte : 1	Longueur (m)
U1	217	1	217	0	0	0	0	0	0	0	0
U43	218	1	218	0	0	0	0	0	0	0	0
?	125	1	125	0	0	0	0	0	0	0	0
?	80	1	80	0	0	0	0	0	0	0	0
?	135	1	135	0	0	0	0	0	0	0	0
?	100	1	100	0	0	0	0	0	0	0	0
VC72	248	1	248	0	0	0	0	0	0	0	0
?	204	1	204	0	0	0	0	0	0	0	0
?	74	1	74	0	0	0	0	0	0	0	0
?	80	1	80	0	0	0	0	0	0	0	0
?	99	1	99	0	0	0	0	0	0	0	0
?	70	1	70	0	0	0	0	0	0	0	0
?	92	1	92	0	0	1	92	0	0	0	0
?	149	1	149	0	0	0	0	0	0	0	0
U57	83	1	83	0	0	0	0	0	0	0	0
U55	170	1	170	0	0	0	0	0	0	0	0
U63	84	1	84	0	0	0	0	0	0	0	0
?	421	1	421	0	0	0	0	0	0	0	0
?	309	1	309	0	0	0	0	0	0	0	0
?	85	1	85	0	0	0	0	0	0	0	0
?	440	1	440	0	0	1	440	0	0	0	0
VC69	285	1	285	0	0	0	0	0	0	0	0
?	219	1	219	0	0	0	0	0	0	0	0
?	278	1	278	0	0	0	0	0	0	0	0
?	98	1	98	0	0	0	0	0	0	0	0
?	45	1	45	0	0	0	0	0	0	0	0
?	56	1	56	0	0	0	0	0	0	0	0
?	54	1	54	0	0	0	0	0	0	0	0
?	37	1	37	0	0	0	0	0	0	0	0
?	56	1	56	0	0	0	0	0	0	0	0
VC68	570	1	570	0	0	0	0	0	0	0	0
U17	790	1	790	0	0	0	0	0	0	0	0
?	117	1	117	0	0	0	0	0	0	0	0
U07	119	1	119	0	0	0	0	0	0	0	0
U40	382	1	382	0	0	0	0	0	0	0	0
?	36	1	36	0	0	0	0	0	0	0	0
VC37	1509	1	1509	0	0	0	0	0	0	0	0
U02	355	1	355	0	0	0	0	0	0	0	0
U39	599	1	599	0	0	0	0	0	0	0	0
?	67	1	67	0	0	0	0	0	0	0	0
?	79	1	79	0	0	0	0	0	0	0	0
?	79	1	79	0	0	0	0	0	0	0	0
U3	401	1	401	0	0	0	0	0	0	0	0
U58	106	1	106	0	0	0	0	0	0	0	0
U59	199	1	199	0	0	0	0	0	0	0	0
?	281	1	281	0	0	0	0	0	0	0	0
?	39	1	39	0	0	0	0	0	0	0	0
U13	155	1	155	0	0	0	0	0	0	0	0
U34	310	1	310	0	0	0	0	0	0	0	0
U23	112	1	112	0	0	0	0	0	0	0	0
?	112	1	112	0	0	0	0	0	0	0	0

Calcul de la longueur de Voirie

02 JAN. 2026

	longueur m	Voie communale		Voie verte		Voie privée		Chemin Rural		Route départementale	
		Pris en compte : 1	Longueur (m)	Pris en compte : 1	Longueur (m)	Pris en compte : 1	Longueur (m)	Pris en compte : 1	Longueur (m)	Pris en compte : 1	Longueur (m)
U16	Rue de Gaulle	252	1	252	0	0	0	0	0	0	0
U18	Rue Guérinet	209	1	209	0	0	0	0	0	0	0
U33	Rue du Chemin Vert	182	1	182	0	0	0	0	0	0	0
U37	Rue du Parc des Sports	184	1	184	0	0	0	0	0	0	0
U54	Rue du Pussoué	119	1	119	0	0	0	0	0	0	0
U42	Rue de l'Armor	143	1	143	0	0	0	0	0	0	0
U36	Rue des Soupirs	75	1	75	0	0	0	0	0	0	0
U14	Rue des Patriotes	233	1	233	0	0	0	0	0	0	0
U27	Rue des Trois Frères	85	1	85	0	0	0	0	0	0	0
?	Chemin des Coches	82	1	82	0	0	0	0	0	0	0
?	Impasse Foch	85	1	85	0	0	0	0	0	0	0
VC45	rus de la côte des Pâques	1009	1	1009	0	0	0	0	0	0	0
VC44	rus du Lourtuals	334	1	334	0	0	0	0	0	0	0
VC20	Rue du Four à boulets	1574	1	1574	0	0	0	0	0	0	0
?	Rue des Pâquerettes	290	1	290	0	0	0	0	0	0	0
?	Rue Nord des Carrières	375	1	375	0	0	0	0	0	0	0
?	Rue des Pêcheurs d'Islande	93	1	93	0	0	0	0	0	0	0
?	rus du Portuals	599	1	599	0	0	0	0	0	0	0
?	chemin de la côte du haut du portuals	259	1	259	0	0	0	0	0	0	0
?	avenue léon hamonet	460	1	460	0	0	0	0	0	0	0
?	chemin du terre molive	654	1	0	0	0	0	1	654	0	0
?	chemin du bas de la garenne	1008	1	0	0	0	0	1	1008	0	0
?	rus à nommer 2 rue entre route des hôpitaux et chemin du bas d	486	1	486	0	0	0	0	0	0	0
?	rus des bruyères	586	1	586	0	0	0	0	0	0	0
?	rus des fauvettes	119	1	119	0	0	0	0	0	0	0
?	chemin des poulès	263	1	0	0	0	0	1	263	0	0
?	impasse bellevue	123	1	123	0	0	0	0	0	0	0
U45	rus du 19 mars 1962	157	1	157	0	0	0	0	0	0	0
U53	rus Fleurie	107	1	107	0	0	0	0	0	0	0
?	ruelle du doué de la cuve	146	1	146	0	0	0	0	0	0	0
U38	Rue des tamaris	74	1	74	0	0	0	0	0	0	0
xx	rus de la Franchise	68	1	0	0	0	0	0	0	1	68
U41	rus goguenet	43	1	43	0	0	0	0	0	0	0
?	rus de l'hotel de ville	74	1	74	0	0	0	0	0	0	0
U12	rus de l'Eglise	59	1	59	0	0	0	0	0	0	0
U11	rus des anciennes écoles	130	1	130	0	0	0	0	0	0	0
U24	rus du Bois de Cavé	786	1	786	0	0	0	0	0	0	0
U8	rus Castelneau	542	1	542	0	0	0	0	0	0	0
?	rus des arnelines	136	1	136	0	0	0	0	0	0	0
?	allée Castelneau	159	1	159	0	0	0	0	0	0	0
?	rus louis veuillot	255	1	255	0	0	0	0	0	0	0
	rus louis veuillot (extension)	234	1	0	0	1	234	0	0	0	0
	liaison rue louis veuillot / rue des Forges	34	1	0	0	1	34	0	0	0	0
U26	rus Sente du Paradis	65	1	65	0	0	0	0	0	0	0
V65	rus du Viaduc	1171	1	1171	0	0	0	0	0	0	0
VC19	rus de la ville rogon	365	1	365	0	0	0	0	0	0	0
?	rus de la Genière	1210	1	1210	0	0	0	0	0	0	0
?	rus des Aïances d'Or	508	1	508	0	0	0	0	0	0	0
?	rus Henri Dunant	117	1	117	0	0	0	0	0	0	0
?	rus du Champ de la Mare	442	1	442	0	0	0	0	0	0	0
VC16	rus de la ville louis	834	1	834	0	0	0	0	0	0	0

Calcul de la longueur de Voirie

	longueur m	Voie communale		Voie verte		Voie privée		Chemin Rural		Route départementale	
		Pris en compte	Longueur (m)	Pris en compte	Longueur (m)	Pris en compte : 1	Longueur (m)	Pris en compte : 1	Longueur (m)	Pris en compte : 1	Longueur (m)
?	?	?	865	1	865	0	0	0	0	0	0
VC36	rue des Verriers	1	1101	1	1101	0	0	0	0	0	0
VC13	rue de la Marchette	1	389	1	389	0	0	0	0	0	0
VC17	rue du Vau Bourdonnet	1	406	1	406	0	0	0	0	0	0
VC34	Chemin de la Ruelle	1	560	1	560	0	0	0	0	0	0
VC06	Route de Saint Sépulture	1	2743	1	2743	0	0	0	0	0	0
VC04	Route du Chalet	1	752	1	752	0	0	0	0	0	0
?	Route de la Pommet	1	1506	1	1506	0	0	0	0	0	0
?	Route de la Soudière	1	150	1	150	0	0	0	0	0	0
?	Rue des Sternes	0	95	0	0	0	1	95	0	0	0
U06	Impasse des Macareux	1	114	1	114	0	0	0	0	0	0
U04	rue des Hirondelles	1	242	1	242	0	0	0	0	0	0
U05	rue des Evettes	1	927	1	927	0	0	0	0	0	0
U15	Avenue de Caroual	1	215	1	215	0	0	0	0	0	0
U10	Rue de la Gare	1	157	1	157	0	0	0	0	0	0
U28	Rue de la Digue	1	319	1	319	0	0	0	0	0	0
U32	Avenue de la Plage	1	117	1	117	0	0	0	0	0	0
U31	Impasse du ruisseau	1	247	1	247	0	0	0	0	0	0
U30	Rue du Ruisseau	1	351	1	351	0	0	0	0	0	0
U29	Rue du Rocher	1	133	1	133	0	0	0	0	0	0
?	Rue du Plateau	1	122	1	122	0	0	0	0	0	0
U20	Rue Serpente	1	207	1	207	0	0	0	0	0	0
U09	Rue Ker Coz	1	205	1	205	0	0	0	0	0	0
U22	Rue de Cavé	1	416	1	416	0	0	0	0	0	0
?	Promenade de la Mer	1	765	1	765	0	0	0	0	0	0
?	Rue Foch	1	86	1	86	0	0	0	0	0	0
?	Rue du Port	1	95	1	95	0	0	0	0	0	0
U44	rue de la Roche Pilange	1	167	1	167	0	0	0	0	0	0
VC12	rue de la Mascotte	1	780	1	780	0	0	0	0	0	0
?	route du village de Caroual	1	1052	1	1052	0	0	0	0	0	0
VC05	route du bienne	1	1002	1	1002	0	0	0	0	0	0
?	Rue Hutin Desgées du Lou	1	232	1	232	0	0	0	0	0	0
VC28	rue à nommer 3	1	508	1	508	0	0	0	0	0	0
VC54	Rue Anne Le Gal La Salle	1	648	1	648	0	0	0	0	0	0
VC26	nom ?	1	1967	1	1967	0	0	0	0	0	0
VC29	Bois de la Hazale	1	183	1	183	0	0	0	0	0	0
?	Le Vallée Denis	1	972	1	972	0	0	0	0	0	0
VC53	Le Fougeray	1	820	1	820	0	0	0	0	0	0
VC27	La Ville Desnals	1	432	1	432	0	0	0	0	0	0
VC55	Rue Pierre Vergos	1	743	1	743	0	0	0	0	0	0
VC35	Le Doublet	1	795	1	795	0	0	0	0	0	0
?	rue à nommer 5	1	863	1	863	0	0	0	1	863	0
VC64	Le Travers d'en Haut	1	454	1	454	0	0	0	0	0	0
?	rue à nommer 6	1	82	1	82	0	0	0	0	0	0
?	rue à nommer 7	1	82	1	82	0	0	0	0	0	0
?	rue à nommer 8	1	83	1	83	0	0	0	1	83	0
?	rue à nommer 9	1	50	1	50	0	0	0	1	50	0
?	rue à nommer 10	1	656	1	656	0	0	0	1	656	0
?	rue à nommer 11	1	78	1	78	0	0	0	0	0	0
?	rue à nommer 12	1	147	1	147	0	0	0	1	147	0
?	rue à nommer 13	1	56	1	56	0	0	0	1	56	0

02 JAN. 2026

	longueur m	Voie communale			Voie verte		Voie privée		Chemin Rural		Route départementale	
		Pris en compte : 1	Longueur (m)	Pris en compte : 1	Longueur (m)	Pris en compte : 1	Longueur (m)	Pris en compte : 1	Longueur (m)	Pris en compte : 1	Longueur (m)	
?	54	1	54	0	0	0	0	0	0	0	0	0
?	131		0	0	0	0	0	0	1	131	0	0
?	168		0	0	0	0	0	0	1	168	0	0
VC02	1361	1	1361	0	0	0	0	0	1	63	0	0
?	63		0	0	0	0	0	0	1	63	0	0
VC07	935	1	935	0	0	0	0	0	0	0	0	0
?	1061	1	1061	0	0	0	0	0	0	0	0	0
VC24	147		0	0	0	0	0	0	1	147	0	0
VC11	2884	1	2884	0	0	0	0	0	0	0	0	0
VC15	1110	1	1110	0	0	0	0	0	0	0	0	0
VC31	460		0	0	0	0	0	0	1	460	0	0
?	292	1	292	0	0	0	0	0	0	0	0	0
?	156		0	0	0	0	0	0	1	156	0	0
?	146		0	0	0	0	0	0	1	146	0	0
?	191		0	0	0	0	0	0	1	191	0	0
?	62		0	0	0	0	0	0	1	62	0	0
?	72		0	0	0	0	0	0	1	72	0	0
?	93		0	0	0	0	0	0	1	93	0	0
?	124		0	0	0	0	0	0	1	124	0	0
?	705		0	0	0	0	0	0	1	705	0	0
?	95		0	0	0	0	0	0	1	95	0	0
?	36		0	0	0	0	0	0	1	36	0	0
?	827	1	827	0	0	0	0	0	0	0	0	0
VC56	596		0	0	0	0	0	0	1	596	0	0
?	154		0	0	0	0	0	0	1	154	0	0
?	118		0	0	0	0	0	0	1	118	0	0
?	327		0	0	0	0	0	0	1	327	0	0
?	105		0	0	0	0	0	0	1	105	0	0
?	204		0	0	0	0	0	0	1	204	0	0
?	226		0	0	0	0	0	0	1	226	0	0
?	219		0	0	0	0	0	0	1	219	0	0
?	103		0	0	0	0	0	0	1	103	0	0
?	306		0	0	0	0	0	0	1	306	0	0
VC9	1014	1	1014	0	0	0	0	0	0	0	0	0
VC32	588	1	588	0	0	0	0	0	0	0	0	0
?	625		0	0	0	0	0	0	1	625	0	0
?	129		0	0	0	0	0	0	1	129	0	0
VC23	504		0	0	0	0	0	0	1	504	0	0
VC10	117	1	117	0	0	0	0	0	0	0	0	0
?	127	1	127	0	0	0	0	0	0	0	0	0
?	613		0	0	0	0	0	0	1	613	0	0
?	151		0	0	0	0	0	0	1	151	0	0
?	472		0	0	0	0	0	0	1	472	0	0
?	289	1	289	0	0	0	0	0	0	0	0	0
VC59	771	1	771	0	0	0	0	0	0	0	0	0
?	353		0	0	0	0	0	0	1	353	0	0
?	196	1	196	0	0	0	0	0	0	0	0	0
VC60	187		0	0	0	0	0	0	1	187	0	0
?	526		0	0	0	0	0	0	1	526	0	0
?	48		0	0	0	0	0	0	1	48	0	0
?	408	1	408	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Calcul de la longueur de Voirie

	longueur m	Voie communale		Voie verte		Voie privée		Chemin Rural		Route départementale	
		Pris en compte : 1	Longueur (m)	Pris en compte : 1	Longueur (m)	Pris en compte : 1	Longueur (m)	Pris en compte : 1	Longueur (m)	Pris en compte : 1	Longueur (m)
?			58	0		0		0	1	58	0
?	rue à nommer 50			0		0		0	1	128	0
VC38	rue à nommer 51		128	0		0		0	1		0
?	Les villes es mares		565	1		565		0		0	0
?	rue à nommer 52			0		0		0	1	512	0
?	rue à nommer 53		531	0		0		0	1	531	0
?	rue à nommer 54		217	0		0		0	1	217	0
?	rue à nommer 55		192	0		0		0	1	192	0
VC57	Le Pusset		982	1		982		0		0	0
?	rue à nommer 56		189	0		0		0	1	189	0
?	rue à nommer 57		30	0		0		0	1	30	0
?	rue à nommer 58		148	1		148		0		0	0
?	rue à nommer 59		129	1		129		0		0	0
VC19	croix de la mission à l'Abbaye		960	1		960		0		0	0
VC63	Vieuville		511			0		0	1	511	0
?	rue à nommer 60		518	0		0		0	1	518	0
?	rue à nommer 61		244	0		0		0	1	244	0
?	rue à nommer 62		153	0		0		0	1	153	0
VC58	Le Bignon		603	1		603		0		0	0
VC33	la Gravelle		364	0		0		0	1	364	0
?	rue à nommer 63		540	0		0		0	1	540	0
?	rue à nommer 64		741	0		0		0	1	741	0
?	rue à nommer 65		209	0		0		0	1	209	0
?	rue à nommer 66		237	0		0		0	1	237	0
?	rue à nommer 67		69	0		0		0	1	69	0
?	rue à nommer 68		96	0		0		0	1	96	0
VC61	La Sourdière		290	0		0		0	1	290	0
?	rue à nommer 69		134	0		0		0	1	134	0
?	rue à nommer 70		111	0		0		0	1	111	0
?	rue à nommer 71		180	0		0		0	1	180	0
?	rue à nommer 72		365	0		0		0	1	365	0
?	rue des chesnaïs		440	1		440		0		0	0
VC66	Rue des Bregsons		579	1		579		0		0	0
?	rue à nommer 73		80	1		80		0		0	0
?	chemin de la louve		382	1		382		0		0	0
?	ancienne voie ferrée		1209			1		1209		0	0
?	ancienne voie ferrée		1085			1		1085		0	0
?	rue à nommer 74		76	0		0		0	1	76	0
?	rue à nommer 75		410	0		0		0	1	410	0
?	rue à nommer 76		664	0		0		0	1	664	0
?	chemin de Langourian aux hopitaux		1058			0		0	1	1058	0
?	rue dela ville trehen		185	1		185		0		0	0
?	rue à nommer 77		331	0		0		0	1	331	0
?	rue à nommer 78		57	0		0		0	1	57	0
?	rue à nommer 79		338	0		0		0	1	338	0
?	rue à nommer 80		462	0		0		0	1	462	0
?	rue à nommer 81		317	0		0		0	1	317	0
?	rue à nommer 82		83	0		0		0	1	83	0
VC39	rue de la ville ory		1246	1		1246		0		0	0
?	rue des phacélias		175	1		175		0		0	0
vc67	rue des rochettes		548	1		548		0		0	0
?	rue à nommer 83		609	0		0		0	1	609	0

02 JAN. 2026

Mairie d'Erquy
Services Techniques
Mis à jour le 18/12/2025

Total des Voies	158 035
Dont Voie communale au sens de la DGF (m)	102 410
Voie publique communale (m)	100 116
Voie verte indépendante d'une autre voie communale (m)	2 294
Voie privée (m)	8 919
Chemin Rural (m)	26 047
Route départementale (m)	20 659

02 JAN. 2026



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL

SÉANCE DU JEUDI 18 DECEMBRE 2025

L'An Deux Mil Vingt Cinq, le jeudi 18 Décembre à dix neuf heures, le Conseil Municipal légalement convoqué par expédition du 12 décembre 2025 s'est réuni en séance ordinaire en mairie d'ERQUY sous la Présidence de Monsieur Henri LABBÉ, Maire d'Erquy. Madame Marie-Paule ALLAIN, Conseillère municipale, a été désignée Secrétaire de Séance.

designée Secrétaire de séance.

DELIBERATION N°		RESTAURANT SCOLAIRE : INVITATION DES PARENTS DÉLÉGUÉS					
10							
ÉLUS	26					CONVOCATION	12-12-2025
PRÉSENTS MAXI	20					RÉUNION	18-12-2025
MANDANTS	4					AFFICHAGE	19-12-2025
ABSENTS	2					TRANSMISSION	24-12-2025
APTES A VOTER	24						

RECENSEMENT DES CONSEILLERS		Présents	Absents	Mandants	PROCURATIONS	
NOMS ET PRÉNOMS	TITRES				MANDATAIRES	
MAJORITÉ MUNICIPALE	LABBÉ Henri	Maire	X			
	MONNIER Philippe	1er Adjoint			X	Gabriel RAULT
	BERTIN Josyane	2è Adjointe	X			
	RAULT Gabriel	3è Adjoint	X			
	ALLAIN Marie-Paule	4è Adjointe	X			
	POUGET Léo	5è Adjoint			X	Henri LABBE
	HERNOT Bruno	6è Adjoint	X			
	L'HARIDON Michelle	7è Adjointe	X			
	HUET Jean-Marie	CMD1	X			
	CHARLOT Karine	Conseillère	X			
	CORMIER Anne-Séverine	Conseillère		X		
	DONNARD Roxane	Conseillère	X			
	DURAND Philippe	CMD2	X			
	GUINARD Brigitte	Conseillère	X			
	LANCESSEUR Christian	CMD3	X			
	LESNARD Pierre	CMD4	X			
	MANIS Cécile	Conseillère	X			
	ROUXEL Benoit	CMD5		X		
	MANIS Jean-Paul	Conseiller	X			
LEMEE Ginette	Conseillère	X				
MINORITÉ	MORIN Yannick	Conseiller	X			
	CHALVET Maryvonne	Conseillère			X	Sylvain RENAUT
	DETREZ Nicole	Conseillère	X			
	RENAUT Sylvain	Conseiller	X			
	LOLIVE Jean-Paul	Conseiller			X	Bruno LE BRICON
	LE BRICON Bruno	Conseiller	X			
A	DÉCOMPTÉ DES PRÉSENTS : QUESTIONS		20	02	04	

10 – RESTAURANT SCOLAIRE : INVITATION DES PARENTS DELEGUES

M. Le Maire indique que lors du dernier conseil d'école, les représentants des parents d'élèves ont exprimé le souhait de pouvoir observer le fonctionnement du restaurant scolaire et qu'il s'agit donc d'organiser et d'encadrer ces visites de parents d'élèves dans le restaurant scolaire en janvier 2026.

VISAS REGLEMENTAIRES ET CONSIDERANTS

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code électoral et notamment les dispositions applicables en période pré-électorale ;

Considérant la demande formulée par les représentants des parents d'élèves lors du conseil d'école ;

Considérant l'intérêt pédagogique et informatif de permettre à des parents délégués d'observer le déroulement du temps de restauration scolaire ;

Considérant qu'il convient d'encadrer strictement la démarche afin de respecter les obligations découlant de la période de réserve électorale précédant les élections municipales de 2026 ;

Considérant que la présence de parents délégués invités par la commune requiert une autorisation de la collectivité pour la non-facturation des repas fournis ;

Le Conseil Municipal, Invité à se Prononcer,

Après en avoir Délibéré, DÉCIDE,

D'AUTORISER l'organisation de deux visites de parents délégués dans le restaurant scolaire municipal :

- 15 janvier 2026 pour le restaurant scolaire de la maternelle,
- 16 janvier 2026 pour le restaurant scolaire de l'élémentaire.

Chaque visite portera sur la période du déjeuner et aura pour unique objectif d'observer le fonctionnement du service de restauration scolaire.

DE PRECISER que ces visites, à caractère strictement informatif, ne donneront lieu à aucune communication valorisant l'action municipale. Elles

2 JAN. 2026

s'inscrivent dans un cadre limité, précis et connu, évitant tout risque d'interprétation en période pré-électorale.

D'AUTORISER la prise en charge par la commune du coût des repas fournis aux parents délégués dans le cadre de ces visites. Cette gratuité est accordée en raison du caractère non lucratif, informatif et ponctuel de la démarche.

Le comptable public est informé de cette décision.

D'AUTORISER Monsieur le Maire à :

- informer les parents délégués concernés,
- notifier la démarche aux équipes de restauration scolaire et à la direction du groupe scolaire
- prendre toute mesure d'organisation nécessaire à la bonne tenue de ces visites.

DE RAPPELER que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Rennes dans un délai de deux mois à compter de la réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication.

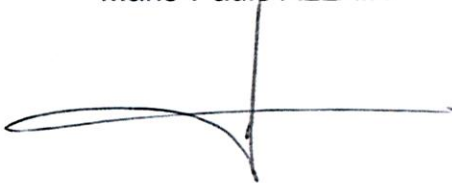
DECISION DU CONSEIL MUNICIPAL :

- Votes favorables	24
- Votes défavorables	00
- Abstentions	00

Erquy, le 18 décembre 2025

La secrétaire de séance

Marie-Paule ALLAIN



Le Maire,

Henri LABBE



02 JAN. 2026



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL SÉANCE DU JEUDI 18 DECEMBRE 2025

L'An Deux Mil Vingt Cinq, le jeudi 18 Décembre à dix neuf heures, le Conseil Municipal légalement convoqué par expédition du 12 décembre 2025 s'est réuni en séance ordinaire en mairie d'ERQUY sous la Présidence de Monsieur Henri LABBÉ, Maire d'Erquy. Madame Marie-Paule ALLAIN, Conseillère municipale, a été désignée Secrétaire de Séance.

DELIBERATION N°		APPROBATION D'UNE CONVENTION ATTRIBUTIVE D'UNE SUBVENTION SOLLICITÉE PAR LA BIBLIOTHÈQUE SUITE À L'APPEL À PROJET « MOIS DU LIVRE EN BRETAGNE » PUBLIÉ PAR LIVRE ET LECTURE EN BRETAGNE					
11							
ÉLUS	26					CONVOCACTION	12-12-2025
PRÉSENTS MAXI	20					RÉUNION	18-12-2025
MANDANTS	4					AFFICHAGE	19-12-2025
ABSENTS	2					TRANSMISSION	24-12-2025
APTÉS A VOTER	24						
RECENSEMENT DES CONSEILLERS		Présents	Absents	Mandants	PROCURATIONS		
NOMS ET PRÉNOMS	TITRES				MANDATAIRES		
MAJORITÉ MUNICIPALE	LABBÉ Henri	Maire	X				
	MONNIER Philippe	1er Adjoint			X	Gabriel RAULT	
	BERTIN Josyane	2è Adjointe	X				
	RAULT Gabriel	3è Adjoint	X				
	ALLAIN Marie-Paule	4è Adjointe	X				
	POUGET Léo	5è Adjoint			X	Henri LABBE	
	HERNOT Bruno	6è Adjoint	X				
	L'HARIDON Michelle	7è Adjointe	X				
	HUET Jean-Marie	CMD1	X				
	CHARLOT Karine	Conseillère	X				
	CORMIER Anne-Séverine	Conseillère		X			
	DONNARD Roxane	Conseillère	X				
	DURAND Philippe	CMD2	X				
	GUINARD Brigitte	Conseillère	X				
	LANCESSEUR Christian	CMD3	X				
	LESNARD Pierre	CMD4	X				
	MANIS Cécile	Conseillère	X				
	ROUXEL Benoit	CMD5		X			
MANIS Jean-Paul	Conseiller	X					
LEMEE Ginette	Conseillère	X					
MINORITÉ	MORIN Yannick	Conseiller	X				
	CHALVET Maryvonne	Conseillère			X	Sylvain RENAUT	
	DETREZ Nicole	Conseillère	X				
	RENAUT Sylvain	Conseiller	X				
	LOLIVE Jean-Paul	Conseiller			X	Bruno LE BRICON	
	LE BRICON Bruno	Conseiller	X				
A	DÉCOMPTÉ DES PRÉSENTS : QUESTIONS		20	02	04		

11 – APPROBATION D'UNE CONVENTION ATTRIBUTIVE D'UNE SUBVENTION SOLLICITEE PAR LA BIBLIOTHEQUE SUITE A L'APPEL A PROJET « MOIS DU LIVRE EN BRETAGNE » PUBLIE PAR LIVRE ET LECTURE EN BRETAGNE

Note de synthèse

L'évènement biennal « Mois du Livre en Bretagne » est organisé par l'établissement Livre et Lecture en Bretagne (Etablissement Public de Coopération Culturelle). Né en 2022, cet évènement est un rendez-vous régional autour du livre et de la lecture, dont la troisième édition se déroulera du 16 février au 15 mars 2026. Il invite à tisser des liens entre les publics et celles et ceux qui font le livre au plan local et met en lumière la vitalité littéraire de la région. La bibliothèque d'Erquy a répondu à l'appel à projet en proposant une rencontre avec l'écrivaine réginoise Ella Balaërt autour de son roman *Léona D.*, à paraître courant janvier 2026. Conformément à la délibération n°25-23 du 4 décembre 2025 portant attribution de subventions dans le cadre de l'appel à projets Mois du livre en Bretagne 2026, la somme de 300€ a été attribuée à la collectivité pour l'organisation de cet évènement dont le montant global est estimé à 460€. Une convention est proposée par Livre et Lecture en Bretagne afin de sceller la coopération entre les 2 parties.

Cette convention précise :

- Les engagements réciproques des 2 parties
- Le montant de la subvention allouée à la Ville d'Erquy
- Les modalités de remboursement de la subvention et de résiliation de la convention en cas d'abandon du projet ou de non-respect des engagements souscrits

La signature de cette convention est indispensable pour le mandatement de la subvention car elle constitue une pièce justificative pour la mise en paiement (un acompte de 30% en janvier 2026 et le solde au plus tard pour le 15 mai 2026).

La convention est conclue à compter de sa signature par les deux parties et jusqu'au 15 mai 2026 sous réserve que l'ensemble des engagements de chacune des parties soit finalisée.

VISAS RÉGLEMENTAIRES ET CONSIDÉRANTS

Vu	le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2121-29 et suivants;
Vu	la délibération n°25-15 en date du 28 mai 2025 relative à l'appel à projets Mois du livre en Bretagne 2026,
Vu	Le procès-verbal de pré-sélection des candidatures dans le cadre de l'appel à projets Mois du livre en Bretagne 2026, en date du 16 octobre 2026,
Vu	la délibération n°25-23 du 4 décembre 2025 portant attribution de subventions dans le cadre de l'appel à projets Mois du livre en Bretagne 2026,

02 JAN. 2026

Considérant la convention proposée entre la commune d'Erquy et Livre et Lecture en Bretagne joint en annexe (Annexe 18) de la présente délibération;

**Le Conseil Municipal, Invité à se Prononcer,
Après en avoir Délibéré, DÉCIDE,**

D'APPROUVER la convention attributive de subvention conclue entre la commune d'Erquy et Livre et Lecture en Bretagne

D'AUTORISER le Maire, ou son représentant à signer tout document nécessaire à l'exécution de cette délibération.

DE RAPPELER que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Rennes dans un délai de deux mois à compter de la réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication.

DECISION DU CONSEIL MUNICIPAL :

- Votes favorables	24
- Votes défavorables	00
- Abstentions	00

Erquy, le 18 décembre 2025

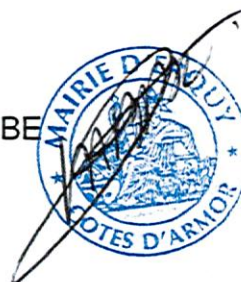
La secrétaire de séance

Marie-Paule ALLAIN



Le Maire,

Henri LABBE



02 JAN. 2026

Convention attributive de subvention**dans le cadre de l'appel à projets Mois du livre en Bretagne 2026**

Vu

- les statuts de l'établissement, et notamment l'article 4,
- la délibération n°25-15 en date du 28 mai 2025 relative à l'appel à projets Mois du livre en Bretagne 2026,
- la délibération n°25-18 du 01 juillet 2025 relative à la composition du jury de pré-sélection dans le cadre de l'appel à projet Mois du livre en Bretagne 2026,
- Le procès-verbal de pré-sélection des candidatures dans le cadre de l'appel à projets Mois du livre en Bretagne 2026, en date du 16 octobre 2025,
- la délibération n°25-~~23~~²³ du 4 décembre 2025 portant attribution de subventions dans le cadre de l'appel à projets Mois du livre en Bretagne 2026,

Entre

Livre et lecture en Bretagne sis 11 rue Denis Papin 35 000 RENNES

SIRET : 200013977700042

Code APE NAF : 9101Z

Représenté par son Directeur, Xavier PERSON, agissant en vertu d'une délibération en date du 13 décembre 2022,

Ci-après dénommé « **LLB** »

Et

La commune d'Erquy

ADRESSE : 1, rue Guérinet

CODE POSTAL : 22430

VILLE : ERQUY

SIRET : 21220054700017

Code APE /NAF : 8411Z

Représenté(e) par SON MAIRE,

Henri LABBE

Ci-après dénommé « **le bénéficiaire** »

d'autre part,

Préambule

Evènement régional permettant de créer des relations au sein de la filière du livre et de la lecture et avec les habitants et habitantes des territoires, le Mois du livre est organisé depuis 2022, tous les deux ans, sur la base du souhait exprimé par les professionnels et professionnelles.

Le Mois du livre en Bretagne vise à :

- Créer avec une dimension festive une manifestation régionale originale littéraire,
- Favoriser la dimension locale et le lien avec le territoire et celles et ceux qui y vivent,
- Permettre au grand public d'avoir une meilleure connaissance de la chaîne du livre et des différents métiers,
- Renforcer les logiques interprofessionnelles.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 – OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités de versement et de contrôle de l'emploi de la subvention accordée par LLB au **bénéficiaire** dans le cadre de l'appel à projets Mois du livre en Bretagne 2026.

Article 2 – DUREE DE LA CONVENTION

La convention est conclue à compter de sa signature par les deux parties et jusqu'au 15 mai 2026 sous réserve que l'ensemble des engagements de chacune des parties soit finalisée.

Article 3 – ENGAGEMENT DES PARTIES

Le **bénéficiaire** certifie qu'il s'engage à :

- Porter administrativement et financièrement le projet au titre de sa structure ou pour le collectif dans le cadre d'un partenariat entre plusieurs structures,
- Organiser **entre le 16 février et le 15 mars 2026** :
 - L'accueil d'un auteur ou d'une autrice vivant et travaillant en Bretagne, ou publié(e) par une maison d'édition de Bretagne, pour un atelier ou dialogue à partir de son écriture... La rémunération des auteurs et des autrices devra se référer aux *recommandations tarifaires* définies chaque année par la Charte des auteurs et illustrateurs jeunesse. (*)
 - ~~L'accueil d'une forme de représentation liée à un texte littéraire. Cette action doit être proposée par une personne ou structure implantée en Bretagne. Il peut s'agir d'un spectacle, un concert, une performance, une conférence, une exposition... (*)~~
 - ~~L'organisation un cycle d'au moins trois séances de rencontres de type "ateliers d'écriture" avec un auteur ou une autrice vivant et travaillant en Bretagne, pour favoriser la participation des habitants et habitantes d'un territoire, le partage des histoires, des imaginaires et des expressions de chacun et chacune. (*)~~
- Transmettre le bilan quantitatif et qualitatif du projet soutenu au plus tard fin avril 2026.

LLB certifie qu'il s'engage à :

- donner un accès privé au **bénéficiaire** sur le site *moisdulivrebreagne.bzh* afin de transmettre tous les documents nécessaires à la réalisation du projet,
- prévoir les crédits nécessaires au budget de LLB sur l'année 2026,
- verser un acompte de 30 % du montant global de la subvention allouée au **bénéficiaire** en janvier 2026,
- verser le solde du montant global de la subvention allouée, au vu du bilan qualitatif et quantitatif au plus tard le 15 mai 2026 permettant ainsi le contrôle de l'emploi de la subvention accordée au **bénéficiaire**.

Article 4 : MONTANT GLOBAL DE LA SUBVENTION ALLOUEE AU BENEFICIAIRE

Conformément à l'appel à projets Mois du livre 2026 et à la suite du jury de sélections des candidatures,

02 JAN. 2026

Le bénéficiaire a obtenu une subvention globale d'un montant de : 300€, qui se décompose de la façon suivante :

- L'accueil d'un auteur ou d'une autrice vivant et travaillant en Bretagne (300 euros) : 300€ (*)
- ~~L'accueil d'une forme de représentation liée à un texte littéraire (400 euros) (*)~~
- ~~L'organisation un cycle d'au moins trois séances de rencontres de type "ateliers d'écriture" avec un auteur ou une autrice vivant et travaillant en Bretagne (1 000 €) (*)~~

Le versement se fera par mandat administratif, selon le calendrier indiqué à l'article 3, sur le compte du bénéficiaire qui aura préalablement transmis son Relevé d'Identité Bancaire.

Article 5 : REMBOURSEMENT DE LA SUBVENTION

Le bénéficiaire qui, pour quelque raison que ce soit, serait contraint d'abandonner le projet se verrait dans l'obligation de rembourser le montant total de la subvention lui ayant déjà été versée.

Article 6 : RESILIATION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements réciproques souscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de s'exécuter.

Article 7 : LITIGES

En cas de litige portant sur l'interprétation, l'exécution ou la résiliation de la présente convention, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable.

En cas de désaccord persistant, tout litige pouvant naître de l'interprétation, de l'exécution ou de la résiliation de la présente convention sera de la compétence du tribunal administratif de Rennes.

Fait à Rennes, le 19/12/2025

Signataires

Le Directeur

Xavier PERSON



Le bénéficiaire

Henri LABBE, Maire

LIVRE ET LECTURE EN BRETAGNE
11 RUE DENIS PAPIN
35000 RENNES

Envoyé en préfecture le 24/12/2025

Reçu en préfecture le 24/12/2025

Publié le

ID : 022-212200547-20251218-DEL11_18122025-DE



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL SÉANCE DU JEUDI 18 DECEMBRE 2025

L'An Deux Mil Vingt Cinq, le jeudi 18 Décembre à dix neuf heures, le Conseil Municipal légalement convoqué par expédition du 12 décembre 2025 s'est réuni en séance ordinaire en mairie d'ERQUY sous la Présidence de Monsieur Henri LABBÉ, Maire d'Erquy. Madame Marie-Paule ALLAIN, Conseillère municipale, a été désignée Secrétaire de Séance.

DELIBERATION N°		PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE – ADHÉSION À LA CONVENTION DE PARTICIPATION POUR LA COMPLÉMENTAIRE SANTÉ SOUSCRITE PAR LE CENTRE DE GESTION 22 ET FIXATION DES MONTANTS DE LA PART EMPLOYEUR 2026		
12				
ÉLUS	26		CONVOCATION	12-12-2025
PRÉSENTS MAXI	20		RÉUNION	18-12-2025
MANDANTS	4		AFFICHAGE	19-12-2025
ABSENTS	2		TRANSMISSION	24-12-2025
APTES A VOTER	24			

RECENSEMENT DES CONSEILLERS		Présents	Absents	Mandants	PROCURATIONS
NOMS ET PRÉNOMS	TITRES				MANDATAIRES
MAJORITÉ MUNICIPALE	LABBÉ Henri	Maire	X		
	MONNIER Philippe	1er Adjoint		X	Gabriel RAULT
	BERTIN Josyane	2è Adjointe	X		
	RAULT Gabriel	3è Adjoint	X		
	ALLAIN Marie-Paule	4è Adjointe	X		
	POUGET Léo	5è Adjoint		X	Henri LABBE
	HERNOT Bruno	6è Adjoint	X		
	L'HARIDON Michelle	7è Adjointe	X		
	HUET Jean-Marie	CMD1	X		
	CHARLOT Karine	Conseillère	X		
	CORMIER Anne-Séverine	Conseillère		X	
	DONNARD Roxane	Conseillère	X		
	DURAND Philippe	CMD2	X		
	GUINARD Brigitte	Conseillère	X		
	LANCESSEUR Christian	CMD3	X		
	LESNARD Pierre	CMD4	X		
	MANIS Cécile	Conseillère	X		
	ROUXEL Benoît	CMD5		X	
	MANIS Jean-Paul	Conseiller	X		
	LEMEE Ginette	Conseillère	X		
MINORITÉ	MORIN Yannick	Conseiller	X		
	CHALVET Maryvonne	Conseillère		X	Sylvain RENAUT
	DETREZ Nicole	Conseillère	X		
	RENAUT Sylvain	Conseiller	X		
	LOLIVE Jean-Paul	Conseiller		X	Bruno LE BRICON
	LE BRICON Bruno	Conseiller	X		
A	DÉCOMPTÉ DES PRÉSENTS : QUESTIONS		20	02	04

12 - PROTECTION SOCIALE COMPLEMENTAIRE – ADHESION A LA CONVENTION DE PARTICIPATION POUR LA COMPLEMENTAIRE SANTE SOUSCRITE PAR LE CENTRE DE GESTION 22 ET FIXATION DES MONTANTS DE LA PART EMPLOYEUR 2026

M. le Maire indique que les employeurs publics territoriaux doivent contribuer au financement des garanties d'assurance de protection sociale complémentaire auxquelles les agents qu'ils emploient souscrivent pour couvrir le risque santé à effet du 1^{er} janvier 2026 (montant minimal de 15€ brut mensuel selon l'article 6 du décret n°2022-581). Les garanties minimales sont celles du « contrat responsable », complétées du « panier de soins ».

Cette participation deviendra obligatoire pour le risque santé à effet du 1^{er} janvier 2026 (montant minimal de 15€ brut mensuel selon l'article 6 du décret n°2022-581). Les garanties minimales sont celles du « contrat responsable », complétées du « panier de soins ».

Les garanties minimales éligibles à la participation de l'employeur doivent être proposées selon le mode de contractualisation : contrat individuel d'assurance labellisé, ou contrat collectif d'assurance à adhésion facultative souscrit dans le cadre d'une convention de participation.

Lors du premier semestre 2025, 255 collectivités (soit près de 10 000 agents concernés) ont manifesté leur intention de rejoindre la convention de participation départementale proposée par le CDG 22 au titre du risque Santé.

Cette intention s'est manifestée par une lettre d'intention et la fourniture de fichiers statistiques. Cette première phase a permis au Centre de Gestion des Côtes d'Armor d'engager une procédure de consultation.

A l'issue de la procédure d'appel à concurrence, le Centre de Gestion des Côtes d'Armor a retenu, après avis favorable du comité social territorial départemental, l'offre de la MNT pour la période du 1^{er} janvier 2026 au 31 décembre 2031, prorogeable une année.

Il convient désormais de confirmer l'intention d'adhésion de la collectivité au dispositif conventionnel proposé par le CDG.

VISAS REGLEMENTAIRES ET CONSIDERANTS

Vu les articles L 827-1 et suivants du Code Général de la Fonction Publique relatifs à la protection sociale complémentaire,

02 JAN. 2026

Vu le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents et les quatre arrêtés d'application du 8 novembre 2011,

Vu le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement,

Considérant l'avis favorable du comité social territorial du 2 décembre 2025 ;

Considérant l'avis favorable de la commission ressources humaines et organisation en date du 8 décembre 2025.

***Le Conseil Municipal, Invité à se Prononcer,
Après en avoir Délibéré, DÉCIDE,***

D'ADHERER à la convention de participation pour le risque « Santé » » conclue entre le Centre de gestion 22 et la Mutuelle Nationale Territoriale (MNT), à effet au 1er janvier 2026,

DE VERSER à compter de la date d'effet de la convention, une participation mensuelle brute par agent calculée dans le respect d'un montant minimum prévu à l'article L. 827-10 du code général de la fonction publique et à l'article 6 du décret n°2022-581 susvisé, soit 15 € minimum (correspondant à 50 % du montant de référence fixé à 30 €),

DE FIXER la participation mensuelle brute de la collectivité d'un montant unitaire par agent conformément au tableau ci-dessous, dans la limite d'un montant plancher de 15 € et d'un montant plafond de 50 €.

Catégorie d'agent	Détail	Niveau 1 (Base)	Niveau 2 (Renforcé e)	Niveau 3 (Haut Niveau)
Actif jusqu'à 30 ans	Tarif mensuel brut	32,07 €	42,49 €	52,32 €
	Participation employeur	16,03 €	21,24 €	26,16 €
Actif de 31 à 40 ans	Tarif mensuel brut	38,02 €	50,39 €	62,05 €
	Participation employeur	19,01 €	25,19 €	31,02 €
Actif de 41 à 50 ans	Tarif mensuel brut	48,81 €	70,93 €	76,69 €
	Participation employeur	24,40 €	35,46 €	38,34 €
Actif de + 50 ans	Tarif mensuel brut	64,70 €	94,06 €	115,89 €
	Participation employeur	32,35 €	47,03 €	50,00 €

02 JAN. 2026

D'INSCRIRE au budget les crédits correspondants, et notamment les crédits nécessaires au versement de la participation financière aux agents.

D'AUTORISER M. le Maire à effectuer tout acte en conséquence.

DE RAPPELER que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Rennes dans un délai de deux mois à compter de la réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication.

DECISION DU CONSEIL MUNICIPAL :

- Votes favorables	24
- Votes défavorables	00
- Abstentions	00

Erquy, le 18 décembre 2025

La secrétaire de séance

Marie-Paule ALLAIN



Le Maire,

Henri LABBE





EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL SÉANCE DU JEUDI 18 DECEMBRE 2025

L'An Deux Mil Vingt Cinq, le jeudi 18 Décembre à dix neuf heures, le Conseil Municipal légalement convoqué par expédition du 12 décembre 2025 s'est réuni en séance ordinaire en mairie d'ERQUY sous la Présidence de Monsieur Henri LABBÉ, Maire d'Erquy. Madame Marie-Paule ALLAIN, Conseillère municipale, a été désignée Secrétaire de Séance.

DELIBERATION N°		INDEMNISATION DES FRAIS DE DÉPLACEMENT – INSTAURATION D'UN FORFAIT POUR LES DÉPLACEMENTS À L'INTERIEUR DE LA COMMUNE					
13							
ÉLUS	26					CONVOCATION	12-12-2025
PRÉSENTS MAXI	20					RÉUNION	18-12-2025
MANDANTS	4					AFFICHAGE	19-12-2025
ABSENTS	2					TRANSMISSION	24-12-2025
APTÉS A VOTER	24						
RECENSEMENT DES CONSEILLERS		Présents	Absents	Mandants	PROCURATIONS		
NOMS ET PRÉNOMS	TITRES				MANDATAIRES		
MAJORITÉ MUNICIPALE	LABBÉ Henri	Maire	X				
	MONNIER Philippe	1er Adjoint			X	Gabriel RAULT	
	BERTIN Josyane	2è Adjointe	X				
	RAULT Gabriel	3è Adjoint	X				
	ALLAIN Marie-Paule	4è Adjointe	X				
	POUGET Léo	5è Adjoint			X	Henri LABBE	
	HERNOT Bruno	6è Adjoint	X				
	L'HARIDON Michelle	7è Adjointe	X				
	HUET Jean-Marie	CMD1	X				
	CHARLOT Karine	Conseillère	X				
	CORMIER Anne-Séverine	Conseillère		X			
	DONNARD Roxane	Conseillère	X				
	DURAND Philippe	CMD2	X				
	GUINARD Brigitte	Conseillère	X				
	LANCESSEUR Christian	CMD3	X				
	LESNARD Pierre	CMD4	X				
	MANIS Cécile	Conseillère	X				
	ROUXEL Benoît	CMD5		X			
	MANIS Jean-Paul	Conseiller	X				
	LEMEE Ginette	Conseillère	X				
MINORITÉ	MORIN Yannick	Conseiller	X				
	CHALVET Maryvonne	Conseillère			X	Sylvain RENAUT	
	DETREZ Nicole	Conseillère	X				
	RENAUT Sylvain	Conseiller	X				
	LOLIVE Jean-Paul	Conseiller			X	Bruno LE BRICON	
	LE BRICON Bruno	Conseiller	X				
A	DÉCOMPTÉ DES PRÉSENTS : QUESTIONS		20	02	04		

13 - INDEMNISATION DES FRAIS DE DÉPLACEMENT – INSTAURATION D'UN FORFAIT POUR LES DÉPLACEMENTS À L'INTÉRIEUR DE LA COMMUNE

M. le Maire indique qu'afin de compenser de manière transparente et équitable les frais supportés par les agents contraints d'utiliser leur véhicule personnel pour des déplacements professionnels fréquents au sein du territoire communal, il est proposé au Conseil Municipal d'instaurer une indemnité forfaitaire annuelle. Ce dispositif vise à appliquer le cadre réglementaire du décret du 19 juillet 2001.

VISAS REGLEMENTAIRES ET CONSIDERANTS

- Vu** le Code Général de la Fonction Publique,
- Vu** le décret n°2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlements des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics, et notamment son article 14,
- Vu** le décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 modifié fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat,
- Vu** l'arrêté du 14 mars 2022 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités kilométriques prévues à l'article 10 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités kilométriques,
- Vu** l'arrêté du 28 décembre 2020 fixant le montant maximum de l'indemnité forfaitaire prévue à l'article 14 du décret n°2001-654 (plafond de 615 €),
- Considérant** la nécessité d'indemniser les agents contraints d'utiliser leur véhicule personnel pour des fonctions itinérantes à l'intérieur de la commune,
- Considérant** l'avis favorable du Comité Social Territorial en date du 6 décembre 2024,
- Considérant** l'avis favorable de la commission ressources humaines et organisation en date du 8 décembre 2025 ;

***Le Conseil Municipal, Invité à se Prononcer,
Après en avoir Délibéré, DÉCIDE,***

- D'INSTITUER** une indemnité forfaitaire annuelle pour frais de déplacement à l'intérieur de la commune, conformément à l'article 14 du décret n°2001-654 du 19 juillet 2001. Ce forfait ne peut excéder le plafond réglementaire en vigueur (actuellement fixé à 615 € par an).

02 JAN. 2026

DE DÉFINIR

les fonctions ouvrant droit à ce forfait comme étant celles nécessitant l'utilisation du véhicule personnel pour effectuer des déplacements fréquents entre différents lieux de mission situés à l'intérieur de la commune. Sont notamment concernés à ce jour :

- Les agents du service propreté ;
- Les agents de la Maison sociale.

Cette liste pourra être mise à jour par l'autorité territoriale en fonction des nécessités de service, dans le respect des critères définis ci-dessus.

DE FIXER

le mode de calcul de l'indemnité en fonction des deux paramètres suivants :

1. Prise en compte de l'assurance : Un montant correspondant au coût de l'assurance souscrite par l'agent couvrant les déplacements professionnels.
2. Coût kilométrique : Calculé sur la base du nombre de kilomètres parcourus annuellement pour les besoins du service, multiplié par le barème d'indemnisation kilométrique de la fonction publique en vigueur (à titre indicatif : 0,32 €/km pour 5 CV et 0,41 €/km pour 6-7 CV).

Le montant total versé ne pourra en aucun cas dépasser le plafond réglementaire annuel de 615 €.

DE PRÉCISER

que le versement de l'indemnité s'effectuera annuellement, en année N+1 (ex : paiement en janvier 2026 pour les déplacements de 2025).

Le versement est conditionné à la production des pièces justificatives suivantes :

- La copie du permis de conduire accompagnée de l'attestation sur l'honneur de validité du permis de conduire,
- L'attestation d'assurance couvrant les déplacements professionnels en cours de validité ;
- La copie de la carte grise du véhicule utilisé ;
- Une déclaration annuelle des déplacements effectués, validée et signée par le supérieur hiérarchique direct.

D'AUTORISER

Monsieur le Maire à signer tous les documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

DE RAPPELER

que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Rennes dans un délai de deux mois à compter de la réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication.

DECISION DU CONSEIL MUNICIPAL :

- Votes favorables 24
- Votes défavorables 00
- Abstentions 00

Erquy, le 18 décembre 2025

La secrétaire de séance

Marie-Paule ALLAIN



Le Maire,

Henri LABBE





EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL SÉANCE DU JEUDI 18 DECEMBRE 2025

L'An Deux Mil Vingt Cinq, le jeudi 18 Décembre à dix neuf heures, le Conseil Municipal légalement convoqué par expédition du 12 décembre 2025 s'est réuni en séance ordinaire en mairie d'ERQUY sous la Présidence de Monsieur Henri LABBÉ, Maire d'Erquy. Madame Marie-Paule ALLAIN, Conseillère municipale, a été désignée Secrétaire de Séance.

DELIBERATION N°		APPROBATION D'UN AVENANT DE CESSIION DE CONTRAT ET DE PROLONGATION D'UN CONTRAT DE FORTAGE RELATIF À LA CARRIÈRE DE GRÈS ROSE D'ERQUY			
14					
ÉLUS	26				CONVOCATION 12-12-2025
PRÉSENTS MAXI	20				RÉUNION 18-12-2025
MANDANTS	4				AFFICHAGE 19-12-2025
ABSENTS	2				TRANSMISSION 24-12-2025
APTES A VOTER	24				

RECENSEMENT DES CONSEILLERS		Présents	Absents	Mandants	PROCURATIONS
NOMS ET PRÉNOMS	TITRES				MANDATAIRES
MAJORITÉ MUNICIPALE	LABBÉ Henri	Maire	X		
	MONNIER Philippe	1er Adjoint		X	Gabriel RAULT
	BERTIN Josyane	2è Adjointe	X		
	RAULT Gabriel	3è Adjoint	X		
	ALLAIN Marie-Paule	4è Adjointe	X		
	POUGET Léo	5è Adjoint		X	Henri LABBE
	HERNOT Bruno	6è Adjoint	X		
	L'HARIDON Michelle	7è Adjointe	X		
	HUET Jean-Marie	CMD1	X		
	CHARLOT Karine	Conseillère	X		
	CORMIER Anne-Séverine	Conseillère		X	
	DONNARD Roxane	Conseillère	X		
	DURAND Philippe	CMD2	X		
	GUINARD Brigitte	Conseillère	X		
	LANCESSEUR Christian	CMD3	X		
	LESNARD Pierre	CMD4	X		
	MANIS Cécile	Conseillère	X		
	ROUXEL Benoît	CMD5		X	
MINORITÉ	MANIS Jean-Paul	Conseiller	X		
	LEMEE Ginette	Conseillère	X		
	MORIN Yannick	Conseiller	X		
	CHALVET Maryvonne	Conseillère		X	Sylvain RENAUT
	DETREZ Nicole	Conseillère	X		
	RENAUT Sylvain	Conseiller	X		
A	LOLIVE Jean-Paul	Conseiller		X	Bruno LE BRICON
	LE BRICON Bruno	Conseiller	X		
A DÉCOMPTÉ DES PRÉSENTS : QUESTIONS		20	02	04	

14 – APPROBATION D'UN AVENANT DE CESSIION DE CONTRAT ET DE PROLONGATION DU CONTRAT DE FORTAGE RELATIF A LA CARRIERE DE GRÈS ROSE D'ERQUY

M. le Maire indique que pour donner suite à la demande de renouvellement contractuellement prévue et régulariser la situation juridique de l'exploitant, un avenant de cession de contrat et de prolongation est proposé.

VISAS REGLEMENTAIRES ET CONSIDERANTS

- Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L. 2121-29 et suivants relatifs aux compétences du Conseil Municipal ;
- Vu** la délibération n° 5 du Conseil Municipal en date du 15 novembre 2016 autorisant la conclusion du Contrat de Fortage avec la société Granit de Guerlesquin, dont l'article 6 prévoyait la possibilité de son renouvellement ;
- Vu** la délibération n° 11 du Conseil Municipal en date du 3 avril 2025 autorisant la signature de l'Avenant n°1 audit contrat ;
- Vu** la demande de renouvellement formulée par l'exploitant conformément à l'article 6 du contrat initial ;
- Vu** le projet d'avenant de cession de contrat et de prolongation, joint en annexe (Annexe 19) ;
- Considérant** que le contrat initial prévoyait la possibilité de son renouvellement à son terme ;
- Considérant** qu'il est nécessaire de régulariser la situation contractuelle suite à l'évolution de la structure juridique de l'exploitant ;
- Considérant** qu'il convient de donner une suite favorable à la demande de renouvellement formulée dans le cadre contractuel existant, dans l'intérêt de la continuité de l'exploitation et de la sécurité juridique et financière de la Commune ;
- Considérant** l'avis favorable de la Commission budget et finances locales en date du 1^{er} décembre 2025

Le Conseil Municipal, Invité à se Prononcer, Après en avoir Délibéré, DÉCIDE

- D'APPROUVER** l'avenant de cession de contrat et de prolongation du Contrat de Fortage relatif à la Carrière de Grès Rose d'Erquy, conclu entre la Commune d'Erquy et la société BRETAGNE GRANITS, tel que joint en annexe à la présente délibération.
- D'AUTORISER** Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer ledit avenant, à procéder à sa notification à l'autorité préfectorale compétente et à accomplir tous les actes et formalités nécessaires à son exécution.
- DE RAPPELER** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Rennes dans un délai de deux mois à compter de la réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication.

Erquy, Conseil municipal du 18 décembre 2025

Envoyé en préfecture le 24/12/2025

Reçu en préfecture le 24/12/2025

Publié le

ID : 022-212200547-20251218-DEL14_18122025-DE

052 JAN. 2026

DECISION DU CONSEIL MUNICIPAL :

- | | |
|------------------------------------|--|
| - Votes favorables | 22 |
| - Votes défavorables
Le Bricon) | 01 (Jean-Paul Lolive par procuration à Bruno |
| - Abstentions | 01 (Bruno Le Bricon) |

Erquy, le 18 décembre 2025

La secrétaire de séance

Marie-Paule ALLAIN



Le Maire,

Henri LABBE



Envoyé en préfecture le 24/12/2025

Reçu en préfecture le 24/12/2025

Publié le

ID : 022-212200547-20251218-DEL14_18122025-DE

02 JAN. 2026



DEPARTEMENT DES CÔTES D'ARMOR

VILLE D'ERQUY

AVENANT N°2

CARRIERE DE GRES ROSES D'ERQUY

CONTRAT DE FORTAGE

VILLE D'ERQUY
Hôtel de Ville
11 square de l'Hôtel de Ville
22 430 ERQUY

CARRIERE DE GRES ROSE D'ERQUY
CONTRAT DE FORTAGE
AVENANT N° 2

Entre,

La Commune d'Erquy sise 11 square de l'Hôtel de Ville - 22 430 ERQUY, représentée par Monsieur le Maire, Henri LABBÉ, dûment habilité à l'effet des présentes et agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du

D'une part,

Et,

LA SOCIÉTÉ BRETAGNE GRANITS, Société à Responsabilité Limitée (à associé unique) au capital de 41 801,00 euros, dont le siège social est situé la Pyrie le Hinglé, 22100 Le Hinglé, immatriculée au RCS de Saint-Malo sous le numéro SIREN 419 845 862, représentée par son Gérant, Monsieur Marc GROUT DE BEAUFORT, dûment habilité aux fins des présentes.

D'autre part,

PREAMBULE

Attendu que la Commune et la société Granit de Guerlesquin ont conclu un Contrat de Fortage en date du 24 novembre 2016, modifié par un Avenant n°1, pour l'exploitation de la Carrière de Grès Rose d'Erquy jusqu'au 31 janvier 2026 ;

Attendu que la société Granit de Guerlesquin, initialement partie au contrat, a cessé d'exister en tant que personne morale distincte et que ses activités, droits et obligations relatifs à l'exploitation de la carrière ont été repris par la société BRETAGNE GRANITS, laquelle exploite le fonds sous le nom commercial « Granit de Guerlesquin » ;

Attendu que la société BRETAGNE GRANITS a, de fait, poursuivi l'exploitation de la carrière et souhaite régulariser sa situation contractuelle et obtenir le renouvellement de l'autorisation d'occuper et d'exploiter les lieux ;

Attendu que l'article 16 du contrat initial subordonne toute cession du droit d'exploitation à l'accord exprès et préalable de la Commune ;

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1^{ER} : OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour triple objet :

1. De constater la reprise des droits et obligations liés à l'exploitation de la carrière par la société **BRETAGNE GRANITS**.
2. De donner l'accord exprès de la Commune à cette **substitution d'exploitant**, en application

de l'article 16 du contrat initial.

3. De **renouveler et prolonger**, au bénéfice du Nouvel Exploitant, la durée du Contrat de Fortage.

Article 2 : SUBSTITUTION DE L'EXPLOITANT

La Commune donne son accord exprès pour que la société BRETAGNE GRANITS soit substituée de plein droit à la société Granit de Guerlesquin dans tous les droits et obligations découlant du Contrat de Fortage du 24 novembre 2016 et de son Avenant n°1.

À compter de la signature du présent avenant, la société BRETAGNE GRANITS est réputée être l'"Exploitant" au sens et pour l'application de toutes les clauses des actes contractuels antérieurs.

Article 3 : GARANTIES ET ENGAGEMENTS DU NOUVEL EXPLOITANT

Le Nouvel Exploitant déclare et garantit à la Commune :

Avoir pris connaissance et accepter sans réserve l'intégralité des termes du Contrat de Fortage et de l'Avenant n°1.

Reprendre à son compte l'ensemble des obligations en cours, notamment financières, et s'engage à se mettre en règle sans délai vis-à-vis de la Commune pour toute créance liée à l'exploitation antérieure ou présente.

Être et demeurer titulaire de l'autorisation administrative (arrêté préfectoral) nécessaire à l'exploitation.

Article 4 : PROLONGATION DE LA DURÉE

La durée du Contrat de Fortage est renouvelée et prolongée pour une nouvelle période de dix (10) ans.

Cette prolongation prendra effet à compter du 1^{er} février 2026 et s'achèvera le 31 janvier 2036.

Article 5 : MENTION DES CONDITIONS

Les parties conviennent expressément que le renouvellement ainsi consenti s'effectue sous réserve du respect intégral et continu par le Nouvel Exploitant de toutes les obligations qui découlent désormais pour lui des actes contractuels (contrat initial et Avenant n°1). Toutes les stipulations de ces actes, y compris leurs modalités de révision et d'indexation, demeurent applicables sans aucun changement.

Article 6 : ENTRÉE EN VIGUEUR ET NOTIFICATION

Le présent avenant n°2 entrera en vigueur à compter de sa signature par les deux parties. Il sera notifié à l'autorité préfectorale compétente dans les conditions d'usage.

A Ploufragan, le

Pour la société BRETAGNE GRANITS,

Nom du signataire, signature et apposition du cachet commercial

A Erquy, le

Pour la Commune d'Erquy,

Le Maire,

Henri LABBÉ

NOTIFICATION DE L'AVENANT AU TITULAIRE

En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

« Reçu à titre de notification une copie du présent avenant » :

A....., le

Signature du titulaire

En cas d'envoi en LR AR :

Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL SÉANCE DU JEUDI 18 DECEMBRE 2025

L'An Deux Mil Vingt Cinq, le jeudi 18 Décembre à dix neuf heures, le Conseil Municipal légalement convoqué par expédition du 12 décembre 2025 s'est réuni en séance ordinaire en mairie d'ERQUY sous la Présidence de Monsieur Henri LABBÉ, Maire d'Erquy. Madame Marie-Paule ALLAIN, Conseillère municipale, a été désignée Secrétaire de Séance.

DELIBERATION N°		ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION 2025 AU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE				
15						
ÉLUS	26				CONVOCATION	12-12-2025
PRÉSENTS MAXI	20				RÉUNION	18-12-2025
MANDANTS	4				AFFICHAGE	19-12-2025
ABSENTS	2				TRANSMISSION	24-12-2025
APTES A VOTER	24					
RECENSEMENT DES CONSEILLERS		Présents	Absents	Mandants	PROCURATIONS	
NOMS ET PRÉNOMS	TITRES				MANDATAIRES	
MAJORITÉ MUNICIPALE	LABBÉ Henri	Maire	X			
	MONNIER Philippe	1er Adjoint			X	Gabriel RAULT
	BERTIN Josyane	2è Adjointe	X			
	RAULT Gabriel	3è Adjoint	X			
	ALLAIN Marie-Paule	4è Adjointe	X			
	POUGET Léo	5è Adjoint			X	Henri LABBE
	HERNOT Bruno	6è Adjoint	X			
	L'HARIDON Michelle	7è Adjointe	X			
	HUET Jean-Marie	CMD1	X			
	CHARLOT Karine	Conseillère	X			
	CORMIER Anne-Séverine	Conseillère		X		
	DONNARD Roxane	Conseillère	X			
	DURAND Philippe	CMD2	X			
	GUINARD Brigitte	Conseillère	X			
	LANCESSEUR Christian	CMD3	X			
	LESNARD Pierre	CMD4	X			
	MANIS Cécile	Conseillère	X			
	ROUXEL Benoit	CMD5		X		
MANIS Jean-Paul	Conseiller	X				
LEMEE Ginette	Conseillère	X				
MINORITÉ	MORIN Yannick	Conseiller	X			
	CHALVET Maryvonne	Conseillère			X	Sylvain RENAUT
	DETREZ Nicole	Conseillère	X			
	RENAUT Sylvain	Conseiller	X			
	LOLIVE Jean-Paul	Conseiller			X	Bruno LE BRICON
	LE BRICON Bruno	Conseiller	X			
A	DÉCOMPTÉ DES PRÉSENTS : QUESTIONS		20	02	04	

15 – ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION 2025 AU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE

Le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) joue un rôle essentiel dans la mise en œuvre de la politique sociale de notre commune. Il accompagne les publics fragiles, lutte contre l'exclusion et propose divers dispositifs d'aide aux habitants, notamment les personnes âgées, les personnes handicapées et les familles en difficulté.

En 2025, le CCAS d'Erquy continue de poursuivre plusieurs actions essentielles pour soutenir les habitants vulnérables de la commune :

- Aides sociales et soutien aux familles en difficulté : Le CCAS intervient pour l'attribution d'aides d'urgence et propose un accompagnement social pour les personnes en précarité, en lien avec d'autres services locaux et régionaux.
- Soutien aux personnes âgées : Le CCAS offre des services tels que le portage de repas à domicile, une aide administrative pour l'accès aux droits, et des animations pour rompre l'isolement.
- Insertion sociale et accompagnement vers l'emploi : La structure participe à des dispositifs d'accompagnement pour les demandeurs d'emploi, notamment via des partenariats avec des associations d'insertion.

Afin de mener ces actions, le CCAS s'appuie sur des dons, le loyer de la boulangerie et les revenus liés à la régie de transport à la personne.

Par ailleurs, le CCAS bénéficiait d'un reliquat lié aux recettes du portage des repas pratiqué antérieurement et dont il ne supportait pas les charges de personnel.

En 2024, le reliquat a très fortement diminué et le CCAS, depuis 2024, sollicite une subvention auprès de la commune afin de lui permettre de mener à bien ses missions.

Il est proposé d'attribuer une subvention de 46 100 €.

VISAS RÉGLEMENTAIRES ET CONSIDÉRANTS

Vu	le Code Général des Collectivités Territoriales
Considérant	la demande de subvention réalisée par le CCAS afin de couvrir ses dépenses
Considérant	l'avis de la commission budgets/Finances locales en date du 1er décembre 2025,

**Le Conseil Municipal, Invité à se Prononcer,
Après en avoir Délibéré, DÉCIDE,**

D'APPROUVER	le versement d'une subvention de 46 100 € au bénéfice du CCAS.
D'AUTORISER	le Maire, ou son représentant à signer tout document nécessaire à l'exécution de cette délibération
DE RAPPELER	que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Rennes dans

Erquy, Conseil municipal du 18 décembre 2025

Envoyé en préfecture le 24/12/2025

Reçu en préfecture le 24/12/2025

Publié le

ID : 022-212200547-20251218-DEL15_18122025-DE

02 JAN. 2026

un délai de deux mois à compter de la réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication.

DECISION DU CONSEIL MUNICIPAL :

- Votes favorables	24
- Votes défavorables	00
- Abstentions	00

Erquy, le 18 décembre 2025

La secrétaire de séance

Marie-Paule ALLAIN



Le Maire,

Henri LABBE



02 JAN. 2026



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL SÉANCE DU JEUDI 18 DECEMBRE 2025

L'An Deux Mil Vingt Cinq, le jeudi 18 Décembre à dix neuf heures, le Conseil Municipal légalement convoqué par expédition du 12 décembre 2025 s'est réuni en séance ordinaire en mairie d'ERQUY sous la Présidence de Monsieur Henri LABBÉ, Maire d'Erquy. Madame Marie-Paule ALLAIN, Conseillère municipale, a été désignée Secrétaire de Séance.

DELIBERATION N°		FIXATION ET RÉGULARISATION DU LOYER DES IMMEUBLES AFFECTÉS AU CAMPING SAINT-MICHEL		
16				
ÉLUS	26		CONVOCATION	12-12-2025
PRÉSENTS MAXI	20		RÉUNION	18-12-2025
MANDANTS	4		AFFICHAGE	19-12-2025
ABSENTS	2		TRANSMISSION	24-12-2025
APTES A VOTER	24			

RECENSEMENT DES CONSEILLERS		Présents	Absents	Mandants	PROCURATIONS
NOMS ET PRÉNOMS	TITRES				MANDATAIRES
MAJORITÉ MUNICIPALE	LABBÉ Henri	Maire	X		
	MONNIER Philippe	1er Adjoint		X	Gabriel RAULT
	BERTIN Josyane	2è Adjointe	X		
	RAULT Gabriel	3è Adjoint	X		
	ALLAIN Marie-Paule	4è Adjointe	X		
	POUGET Léo	5è Adjoint		X	Henri LABBE
	HERNOT Bruno	6è Adjoint	X		
	L'HARIDON Michelle	7è Adjointe	X		
	HUET Jean-Marie	CMD1	X		
	CHARLOT Karine	Conseillère	X		
	CORMIER Anne-Séverine	Conseillère		X	
	DONNARD Roxane	Conseillère	X		
	DURAND Philippe	CMD2	X		
	GUINARD Brigitte	Conseillère	X		
	LANCESSEUR Christian	CMD3	X		
	LESNARD Pierre	CMD4	X		
	MANIS Cécile	Conseillère	X		
	ROUXEL Benoît	CMD5		X	
MINORITÉ	MANIS Jean-Paul	Conseiller	X		
	LEMEE Ginette	Conseillère	X		
	MORIN Yannick	Conseiller	X		
	CHALVET Maryvonne	Conseillère		X	Sylvain RENAUT
	DETREZ Nicole	Conseillère	X		
	RENAUT Sylvain	Conseiller	X		
	LOLIVE Jean-Paul	Conseiller		X	Bruno LE BRICON
	LE BRICON Bruno	Conseiller	X		
A	DÉCOMPTÉ DES PRÉSENTS : QUESTIONS		20	02	04

16 – FIXATION ET RÉGULARISATION DU LOYER DES IMMEUBLES AFFECTÉS AU CAMPING SAINT-MICHEL

M. le Maire propose au Conseil municipal de fixer le montant du loyer annuel et de l'autoriser à procéder à toutes les formalités nécessaires, y compris la mise en œuvre du plan d'étalement du remboursement des loyers arriérés.

VISAS RÉGLEMENTAIRES ET CONSIDÉRANTS

- Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2221-1, L. 2224-2 et R. 2221-81 ;
- Vu** le code général des impôts ;
- Vu** la délibération du 25 février 2021 instituant un budget annexe pour l'exploitation en régie des campings municipaux ;
- Vu** l'avis des services domaniaux en date du 21 novembre 2025 ;
- Considérant** que la commune a repris en régie directe l'exploitation du camping municipal Saint-Michel à compter du 10 décembre 2020, et a institué un budget annexe les qualifiant de service public industriel et commercial (SPIC) ;
- Considérant** que l'article L. 2224-2 du code général des collectivités territoriales interdit à la commune de prendre en charge, dans son budget principal, des dépenses au titre des SPIC ;
- Considérant** qu'en application de l'article R. 2221-81 du code général des collectivités territoriales, lorsque le fonctionnement d'un SPIC nécessite l'affectation d'immeubles appartenant à la commune, le loyer de ces immeubles, fixé par le conseil municipal suivant leur valeur locative réelle, doit être porté en dépense au budget de la régie et en recette au budget de la commune ;
- Considérant** que la mise à disposition gratuite des immeubles constituerait un avantage en nature et une anomalie budgétaire au sens de la jurisprudence des Chambres régionales des comptes ;
- Considérant** qu'il convient de régulariser la situation depuis la reprise en régie et de fixer pour les exercices à venir un loyer annuel hors taxe basé sur la valeur locative réelle des biens, proposé pour l'exercice 2025 à 35 000 euros par an, sur la base d'une étude du marché local et de l'analyse des grilles du CEREMA ;
- Considérant** que le montant des loyers hors taxes échus depuis le 10 décembre 2020 jusqu'à la date de la présente délibération s'élève à 142 070 €, détaillé comme suit : 2070 € pour 2020 (prorata temporis), 35 000 € pour 2021, 35 000 € pour 2022, 35 000 € pour 2023, 35 000 € pour 2024.
- Considérant** que, pour préserver l'équilibre financier du service, il est opportun d'étaler le remboursement de cette créance hors taxe sur six exercices budgétaires soit 23 678,33 € HT/an de 2026 à 2031 ;
- Considérant** que, conformément à la législation en vigueur, ces loyers sont assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux de 20 % ;
- Considérant** l'avis favorable de la Commission budget et finances locales en date du 1^{er} décembre 2025

02 JAN. 2026

**Le Conseil Municipal, Invité à se Prononcer,
Après en avoir Délibéré, DÉCIDE**

DE FIXER

le loyer annuel des immeubles communaux affectés à l'exploitation du camping municipal Saint-Michel à 35 000 euros HT pour l'exercice 2025, conformément à l'article R. 2221-81 du code général des collectivités territoriales. Ce loyer correspond à la valeur locative réelle des biens. Pour les exercices suivants, ce loyer pourra être révisé par délibération du conseil municipal.

DE RAPPELER

que ce loyer hors taxe sera porté annuellement en recette au budget principal de la commune et en dépense au budget annexe des campings.

DE RAPPELER

que la régie des campings est tenue de rembourser au budget principal les loyers non perçus depuis le 10 décembre 2020, soit un montant total de 142 070 euros HT. Ce remboursement sera étalé sur six exercices budgétaires, à compter de l'exercice 2026 et selon un échéancier qui sera joint en annexe à la présente délibération.

D'AUTORISER

M. le Maire à procéder à toutes les déclarations et formalités nécessaires auprès de l'administration fiscale, notamment en matière de taxe sur la valeur ajoutée, et à mettre en œuvre les inscriptions budgétaires et comptables correspondantes.

DE RAPPELER

que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Rennes dans un délai de deux mois à compter de la réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication.

DECISION DU CONSEIL MUNICIPAL :

- Votes favorables	24
- Votes défavorables	00
- Abstentions	00

Erquy, le 18 décembre 2025

La secrétaire de séance

Marie-Paule ALLAIN

Le Maire,

Henri LABBE



A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'Marie-Paule ALLAIN', written over a horizontal line.